



VAL DE L' AISNE
Communauté de communes

Commune de ALLEMANT

Dossier de modification du Plan Local d'Urbanisme

Notice explicative

Vu pour être annexé à la délibération du

**approuvant le dossier de modification du
PLU de la commune de Allemant**

**Le Président de la Communauté
de Communes du Val de l'Aisne**



GEOGRAM

16 rue Rayet Liénart
51420 Witry-lès-Reims
Tél. : 03 26 50 36 86 / Fax : 03 26 50 36 80
e-mail : bureau.etudes@geogram.fr
Site internet : www.geogram.fr

Sommaire

1. RAPPEL REGLEMENTAIRE.....	3
1.1. Rappel des procédures antérieures.....	3
1.2. Présentation de la procédure de modification	3
1.3. Étapes de la procédure de modification.....	5
2. JUSTIFICATIONS DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION DU PLU DE ALLEMANT.....	6
2.1. Création d'un secteur au sein de la zone UZ	6
2.2. Permettre le déploiement des énergies renouvelables	9
2.3. Changement de destination d'un bâtiment agricole.....	9
3. INCIDENCES DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SUR LE PLU DE ALLEMANT.....	12
3.1. Modification du plan de zonage	13
3.2. Modification du règlement écrit	15
3.3. Modification du rapport de présentation.....	28
4. INCIDENCES DE LA PROCEDURE DE MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT	29
4.1. Le contexte communal	29
4.2. Incidences	33
5. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX.....	34
5.1. Le Schéma de Cohérence Territorial du Val de l'Aisne approuvé le 28 février 2019.	34
5.2. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Hauts de France adopté en 2020.....	35
5.3. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands (SDAGE 2022-2027) adopté par arrêté daté du 23 mars 2022.....	35
5.4. Le Plan de Gestion du Risque Inondation du bassin Seine-Normandie, approuvé le 3 mars 2022.	38
ANNEXE : ARRETE PREFECTORAL DU 7 MARS 2022 IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS POUR LE SUIVI DU CENTRE D'ENFOUISSEMENT.....	39

1. Rappel réglementaire

1.1. Rappel des procédures antérieures

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de ALLEMANT a été approuvé par délibération du 2 octobre 2013.

Le document d'urbanisme a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée, approuvée le 22 septembre 2016 afin de revoir la rédaction de l'Article 11 des zones U et 1AU concernant les pentes des constructions annexes et des dépendances.

Par arrêté en date du 25/06/2024, Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Val de l'Aisne a décidé d'engager une nouvelle procédure de modification du PLU de la commune de Allemant pour :

- **Créer d'un-secteur au sein de la zone UZ pour y autoriser des activités économiques.**
- **Faciliter au sein de la zone UZ le déploiement des énergies renouvelables.**
- **Identifier un bâtiment agricole au titre de l'Article L151-11 du code de l'urbanisme.**

1.2. Présentation de la procédure de modification

La procédure de modification d'un PLU est régie par les articles L. 153-36 à L.153-38 du Code de l'Urbanisme.

Article L.153-36 : « Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'Article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions ».

Article L.153-37 : « La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification ».

Article L.153-38 : « Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée de l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ».

Le projet communal :

- Ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- Ne conduit à aucune réduction des zones délimitées en tant qu'Espaces Boisés Classés, zone agricole ou zone naturelle et forestière ;
- Ne conduit à aucune réduction de protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

La municipalité peut donc recourir à la procédure de modification.

Les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables retenues en 2013 ne sont pas remises en question. Le PADD vise :

- Le développement de l'activité économique ;
- La croissance maîtrisée de la population ;
- Protéger les espaces agricoles et naturels,
- Préserver l'environnement et le cadre bâti

La procédure de modification s'inscrit bien dans le projet initial. Elle permet

- De favoriser le développement économique, en facilitant l'implantation de nouvelles activités
- De répondre aux besoins de déploiement des énergies renouvelables

Article L.153-41 : « Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

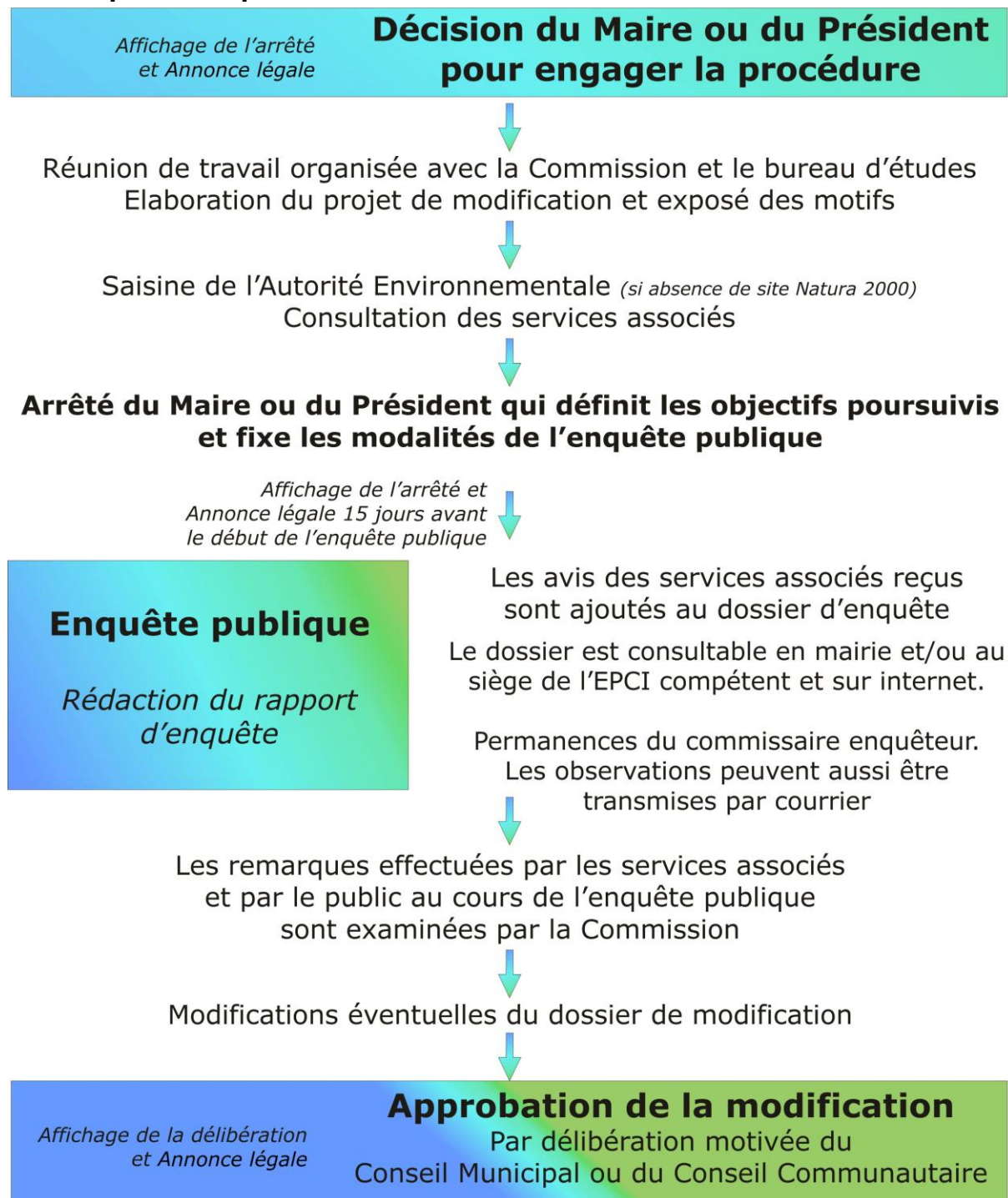
1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction, résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ».

La modification apportée au Plan Local d'Urbanisme de ALLEMANT conduit à augmenter les possibilités de construction au sein de la zone UZ, ce qui soumet la procédure, à la réalisation d'une enquête publique.

1.3. Étapes de la procédure de modification



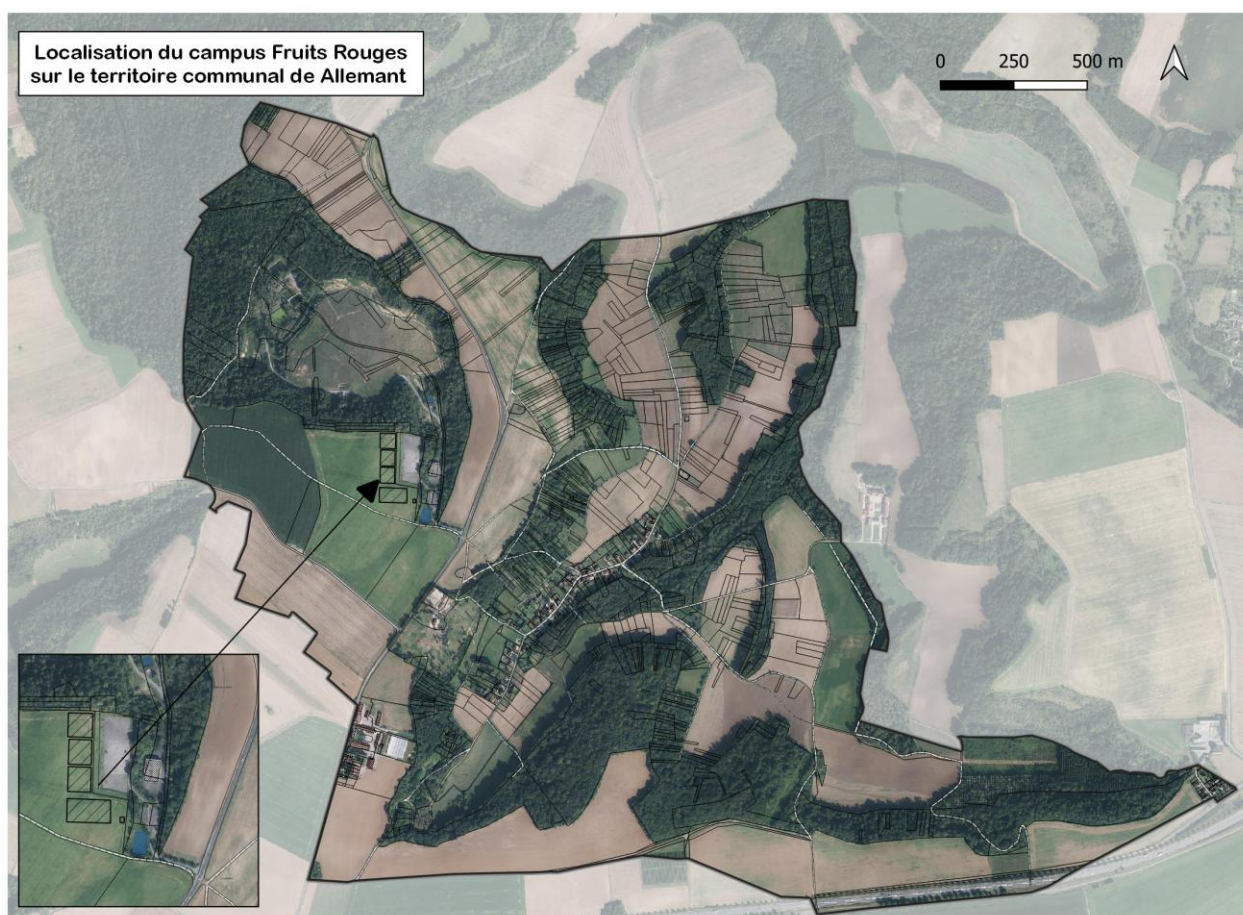
2. Justifications de la procédure de modification **du PLU de ALLEMANT**

La procédure de modification du PLU de ALLEMANT porte sur trois objets :

- La création d'un secteur de la zone UZ pour y autoriser des activités économiques.
- Permettre le déploiement des énergies renouvelables au sein de la zone UZ
- Autoriser le changement de destination d'un bâtiment agricole en zone agricole.

2.1. Création d'un secteur au sein de la zone UZ

Une exploitation fruitière est installée depuis 2023 sur le territoire communal de Allemant au lieu-dit la Guillaumette.



Cette exploitation familiale s'est associée à la société Fruits Rouges&Co pour créer un campus (dit « *campus fruits rouges* ») visant à établir des références agro-économiques précises, sous différents types d'abris et types de procédés de culture.

La première phase de la création de ce campus a consisté en la construction de 5 bâtiments servant à la culture de fruits rouges et à la recherche.

Les quatre premiers bâtiments abritent les cultures sous différents abris, parapluie, serres et ombrières photovoltaïques et le cinquième bâtiment sert de remise de matériel.



Cette exploitation fruitière a fait l'objet d'une déclaration concernant la gestion des eaux pluviales au titre de l'Article L214-3 du code de l'environnement. Cette déclaration a fait l'objet d'un récépissé en date du 27 octobre 2023.

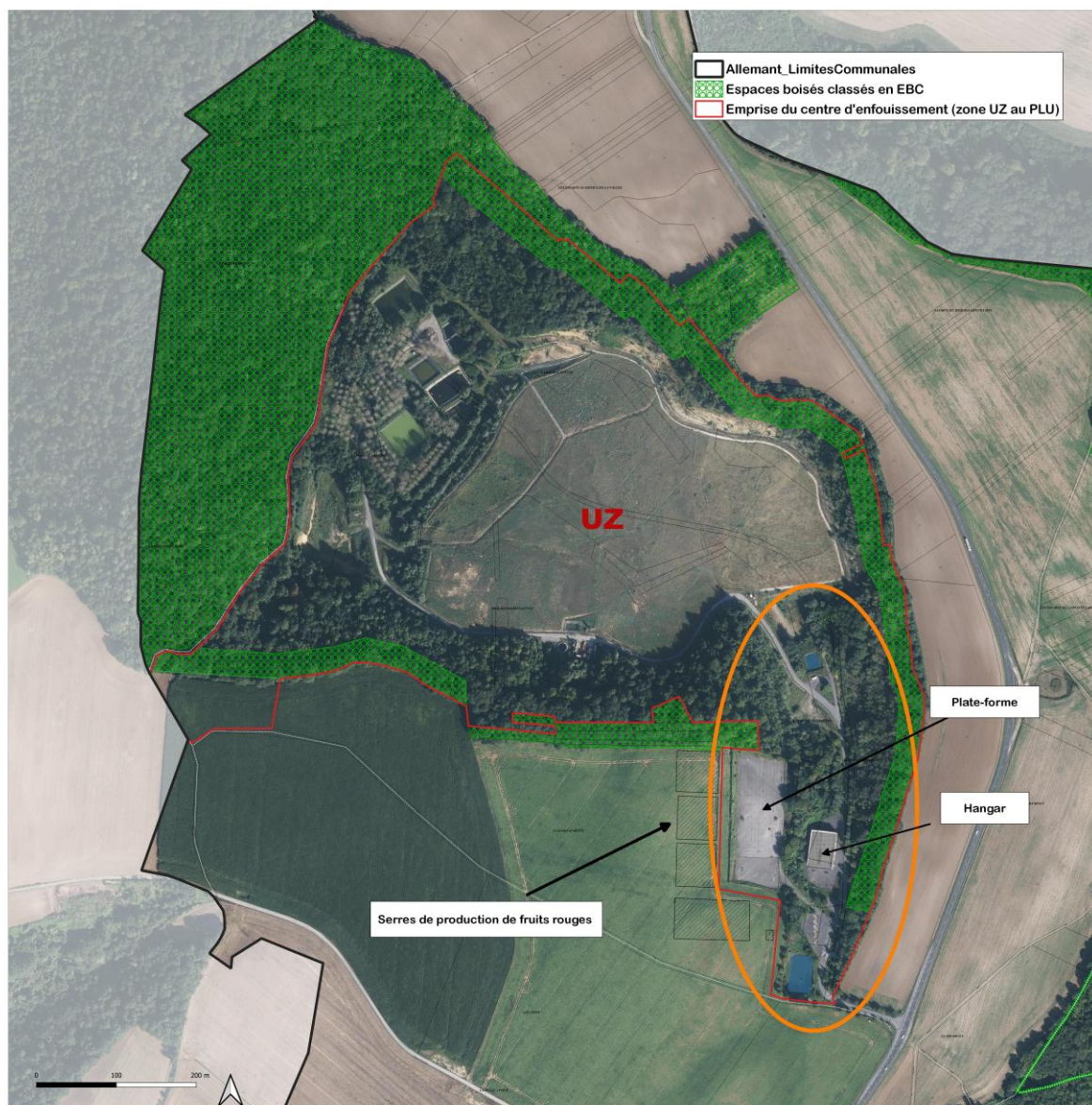
Le site est voué à évoluer afin de développer ce lieu de recherche. En effet le campus souhaiterait pouvoir se développer sur une partie du centre de stockage de déchets non dangereux appartenant à la société **SUEZ RV France**.

Ouvert sur 45 hectares en 1996, le Centre d'enfouissement de déchets non dangereux d'Allemant a cessé son exploitation le 30 septembre 2016. Depuis le site fait l'objet d'un suivi post-exploitation qui devra se poursuivre à minima jusqu'au 30 juillet 2045¹. La mise en place de servitudes d'utilité publique dans le cadre de la post-exploitation de l'installation fait l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral.

¹ Annexe : Arrêté préfectoral du 7 mars 2022 imposant des prescriptions pour le suivi du centre d'enfouissement

La société Fruits Rouges&Co souhaiterait pouvoir développer son activité sur la partie sud de l'ancien site d'enfouissement en utilisant les infrastructures déjà existantes à savoir :

- Le hangar d'une surface d'environ 1400 m² pour de la logistique et du stockage
- La plate-forme en macadam qui s'étend sur une emprise d'environ 1 hectare pour y implanter de nouveaux bâtiments : entrepôts, bâtiments, etc....



Les boisements existants, qu'ils soient ou non classés en Espaces Boisés Classés seront maintenus.

Concernant les réseaux :

- Le site est desservi les voies d'accès et de desserte de l'ancien site d'enfouissement.
- Le site est alimenté par le réseau d'eau potable
- La défense incendie du site est assurée

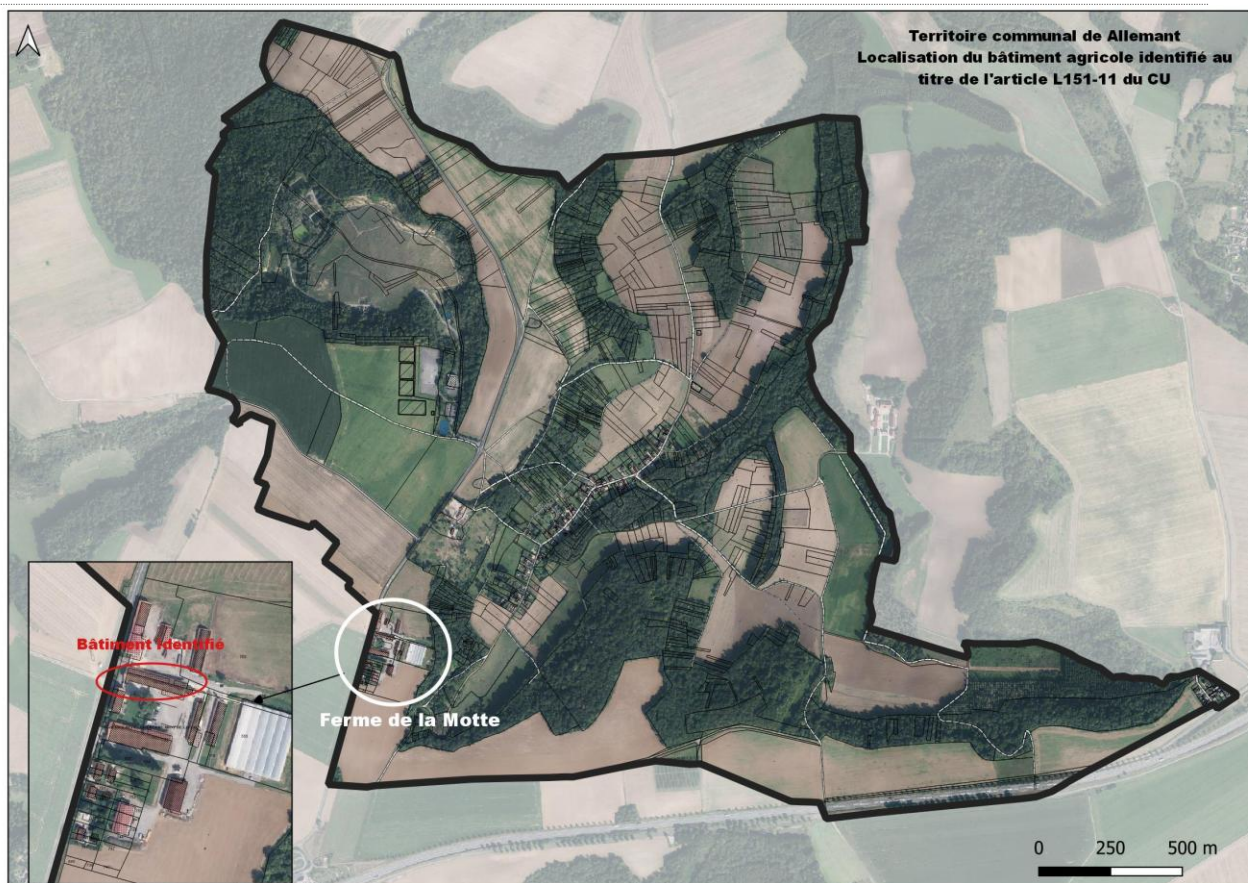
2.2. Permettre le déploiement des énergies renouvelables

Dans le cadre du déploiement des énergies renouvelables, la commune de Allemant souhaite permettre l'accueil de constructions, équipements et aménagements nécessaires à la production d'énergie au sein de la zone UZ englobant l'ancien centre de stockage de déchets. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables en date du 10 mars 2023 qui vise à privilégier l'accueil de construction, équipements et aménagements nécessaires à la production d'énergie sur des zones déjà artificialisées et notamment des terrains dégradés.

L'ancien site d'enfouissement des déchets répond à cette définition. C'est la raison pour laquelle la commune de Allemant souhaite y permettre si besoin le déploiement des énergies renouvelables.

2.3. Changement de destination d'un bâtiment agricole

La commune de Allemant souhaite pouvoir répondre à un projet de transformation d'un bâtiment agricole en salle de réception. Le bâtiment est situé au sein de la ferme de la Motte et est classé en zone agricole au PLU.



Le bâtiment en question est une ancienne étable aujourd'hui inexploitée. Le porteur de projet souhaite pouvoir le transformer en salle de réception réservée notamment à des évènements professionnels notamment relatifs au monde agricole (rencontre technique bi annuelle de lin, assemblée générale de groupe de producteur de fruits rouge, réunion technique et locale de producteurs de betteraves sucrières, etc.... ainsi que des séminaires et rencontres interprofessionnelles.

La création de cette salle de réception présente :

- Un intérêt direct pour l'exploitation agricole en permettant une mise en valeur de sa production et de son fonctionnement avec des ventes en direct de sa production
- Un intérêt pour la commune de Allemant en contribuant à sa vitalité économique.

Le bâtiment sera identifié sur le plan de zone conformément à l'Article L151-11 du code de l'urbanisme dans les zones agricoles permettant de désigner les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de

destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Pour ce bâtiment identifié sera autorisé au règlement de la zone agricole le changement de destination à vocation de commerces et d'activités de service.

3. Incidences de la procédure de modification sur le PLU de ALLEMANT

Les modifications apportées impliquent

➤ **La modification du plan de zonage pour :**

- Délimiter au sein de la zone UZ, le secteur UZe réservé aux activités économiques.
- Identifier le bâtiment agricole au titre de l'article L151-11 du code de l'urbanisme situé à la ferme de la Motte.

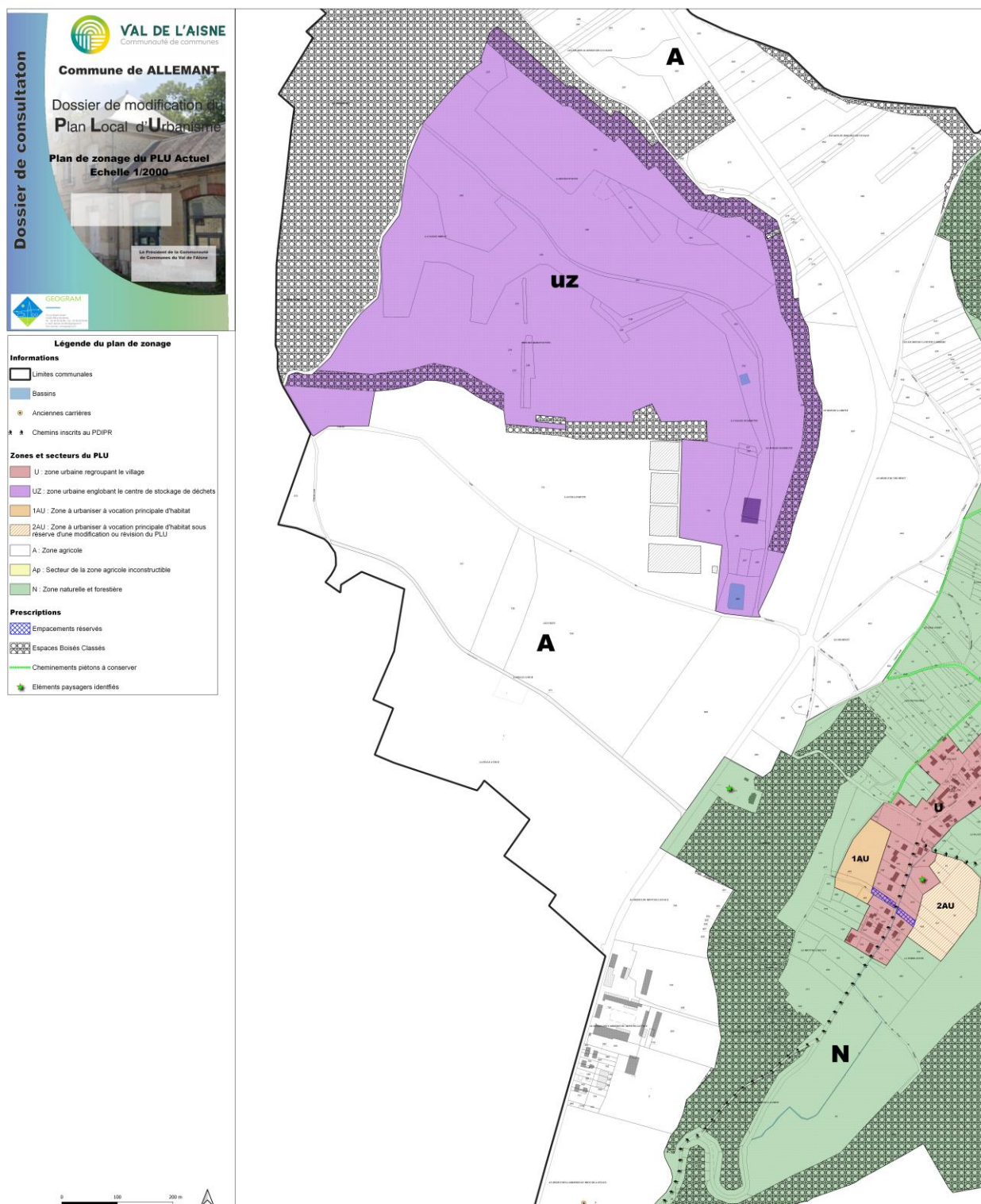
➤ **La modification du règlement :**

- Modification de l'Article 2 de la zone UZ pour permettre :
 - Le déploiement des énergies renouvelables au sein de la zone UZ
 - L'accueil d'activités économiques au sein du secteur UZe.
- Modification de l'Article 2 de la zone A pour autoriser le changement de destination à vocation de commerce et activités de service du bâtiment identifié.

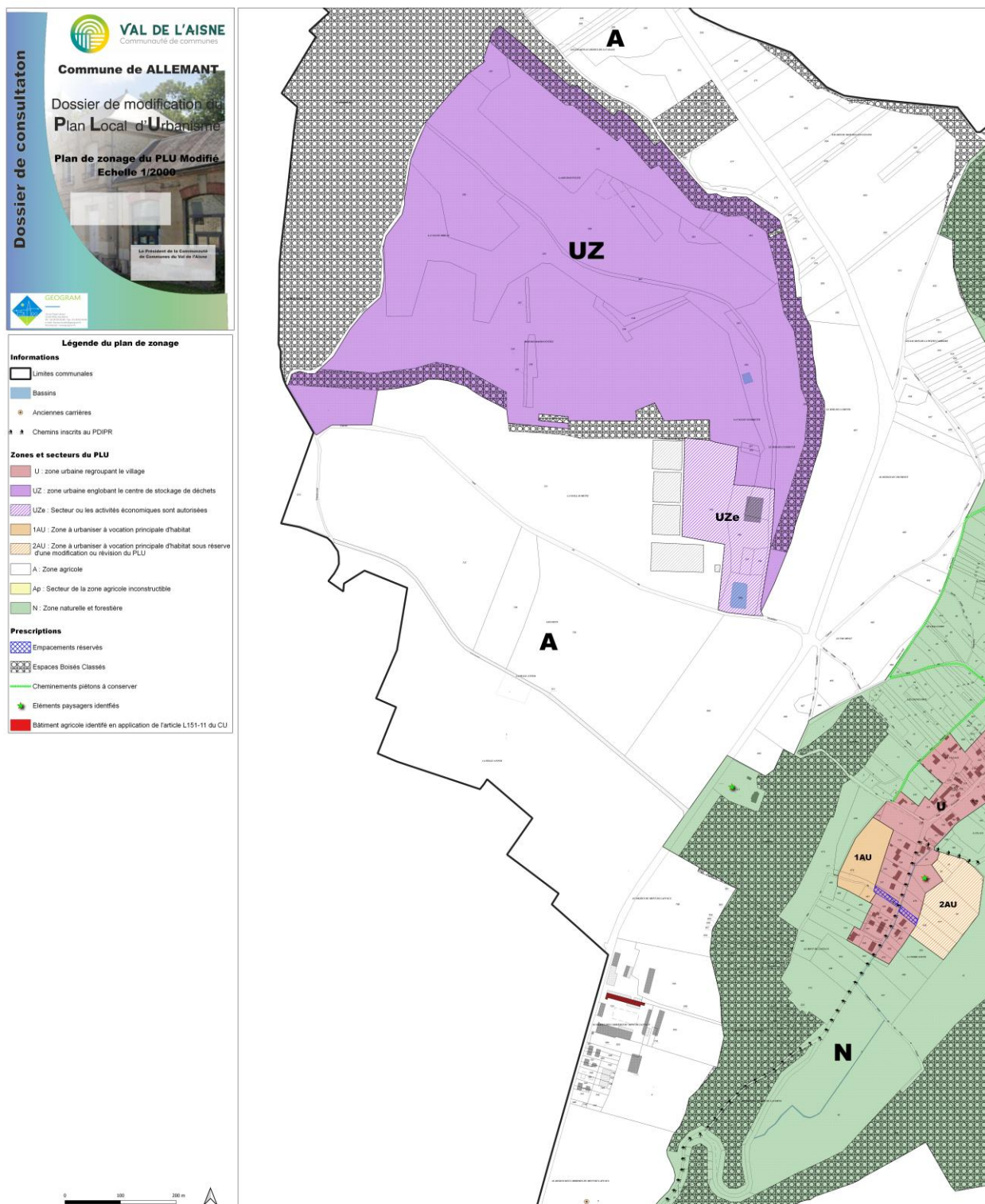
➤ **La modification du tableau des surfaces du rapport de présentation pour prendre en compte la création du secteur UZe.**

3.1. Modification du plan de zonage

Extrait du plan de zonage avant modification



Extrait du plan de zonage après modification



3.2. Modification du règlement écrit

Zone UZ		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
Article UZ 1 – Occupations et utilisations du sol interdites	Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne figurent pas à l'Article UZ2.	Sont interdites toutes les occupations et utilisations du sol qui ne figurent pas à l'Article UZ2.
Article UZ 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<p>Sont seulement admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements du sol liés à l'activité et au fonctionnement du site de traitement et d'enfouissement des déchets - Les affouillements et exhaussements du sol s'ils contribuent à l'amélioration de l'aspect paysager de la zone, - Les constructions et installations liées à l'activité et au fonctionnement du site de traitement et d'enfouissement des déchets. - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public. 	<p>Sont seulement admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les affouillements et exhaussements du sol liés à l'activité et au fonctionnement du site de traitement et d'enfouissement des déchets - Les affouillements et exhaussements du sol s'ils contribuent à l'amélioration de l'aspect paysager de la zone, - Les constructions et installations liées à l'activité et au fonctionnement du site de traitement et d'enfouissement des déchets. - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public. - Les constructions, équipements et aménagements nécessaires à la production d'énergie. - Au sein du secteur UZe, sont également autorisées les activités économiques
Article UZ 3 - Accès et voirie	<p>3.1 Accès</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, 	

Zone UZ		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	<p>dans les conditions fixées par l'Article 682 du Code Civil.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. - En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions ne peuvent n'être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. - Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et à éviter les risques pour la sécurité des usagers. <p>3.2 Voirie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. 	
Article UZ 4 - Desserte par les réseaux	<p>4.1. Alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. 	<p>4.1. Alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle

Zone UZ		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	<p>4.2. Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eaux usées : Toute construction ou activité produisant des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement conformément au règlement sanitaire départemental et au code de la santé publique. En l'absence du réseau public, un réseau d'assainissement autonome devra être réalisé avec l'accord des services compétents. - Les eaux usées industrielles ne doivent être rejetées directement au réseau public que si elles ne nécessitent pas de pré-épuration conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sinon un prétraitement avant rejet devra être réalisé. <p>• Eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain. 	<p>alimentation.</p> <p>4.2. Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eaux usées : Toute construction ou activité produisant des eaux usées doit être raccordée au réseau public d'assainissement conformément au règlement sanitaire départemental et au code de la santé publique. En l'absence du réseau public, un réseau d'assainissement autonome devra être réalisé avec l'accord des services compétents. - Les eaux usées industrielles ne doivent être rejetées directement au réseau public que si elles ne nécessitent pas de pré-épuration conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, sinon un prétraitement avant rejet devra être réalisé. <p>• Eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements réalisés sur tout terrain devront être tels qu'ils garantissent l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux. En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales et éventuellement ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les

Zone UZ		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
		dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.
Article UZ 5 - Surface et formes des parcelles	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.
Article UZ 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	<p>6.1. Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, les constructions doivent être implantées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'alignement des voies, - avec un recul d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement des voies. <p>6.2. Ces dispositions ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.</p>	<p>6.1. Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, les constructions doivent être implantées soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à l'alignement des voies, - avec un recul d'au moins 5 mètres par rapport à l'alignement des voies. <p>6.2. Ces dispositions ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.</p>
Article UZ 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	<p>7.1. Lorsqu'une construction ne joint pas une limite séparative de propriété, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points avec un minimum de 3 mètres.</p> <p>7.2. Ces dispositions ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.</p>	<p>7.1. Lorsqu'une construction ne joint pas une limite séparative de propriété, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points avec un minimum de 3 mètres.</p> <p>7.2. Ces dispositions ne sont pas exigées pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement du service public.</p>
Article UZ 8 - Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.
Article UZ 9 - Emprise au sol	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.

Zone UZ		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
Article UZ 10 - Hauteur des constructions	<p>La hauteur des constructions est limitée à 12 mètres au faîtage.</p> <p>Des hauteurs supérieures motivées par des contraintes techniques ou fonctionnelles pourront être autorisées à condition que l'intégration du bâtiment dans le paysage soit prise en compte</p>	<p>La hauteur des constructions est limitée à 12 mètres au faîtage.</p> <p>Des hauteurs supérieures motivées par des contraintes techniques ou fonctionnelles pourront être autorisées à condition que l'intégration du bâtiment dans le paysage soit prise en compte</p>
Article UZ 11 - Aspect extérieur	<p>Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect soigné, tant au point de vue des volumes et des matériaux mis en œuvre que des coloris employés.</p> <p>L'emploi à nu de matériaux fabriqués pour être recouverts d'un parement ou d'un enduit (agglomérés, parpaings, etc...) est interdit.</p> <p>Les teintes des murs et bardages devront être d'une couleur leur permettant de s'intégrer dans l'environnement naturel.</p> <p>Sont interdits les couleurs violentes ou trop claires apportant des notes discordantes dans l'environnement immédiat ou le paysage (hormis pour les enseignes, les entourages de baies et les portes).</p> <p>Pour les toitures non traitées en terrasse, les matériaux de couverture doivent être de ton ardoise</p>	<p>Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect soigné, tant au point de vue des volumes et des matériaux mis en œuvre que des coloris employés.</p> <p>L'emploi à nu de matériaux fabriqués pour être recouverts d'un parement ou d'un enduit (agglomérés, parpaings, etc...) est interdit.</p> <p>Les teintes des murs et bardages devront être d'une couleur leur permettant de s'intégrer dans l'environnement naturel.</p> <p>Sont interdits les couleurs violentes ou trop claires apportant des notes discordantes dans l'environnement immédiat ou le paysage (hormis pour les enseignes, les entourages de baies et les portes).</p> <p>Pour les toitures non traitées en terrasse, les matériaux de couverture doivent être de ton</p>

Zone UZ		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	ou brun foncé ou d'un autre ton neutre si la toiture est cachée par un bandeau dépassant la hauteur du faîtage.	ardoise ou brun foncé ou d'un autre ton neutre si la toiture est cachée par un bandeau dépassant la hauteur du faîtage.
Article UZ 12 - Stationnement des véhicules	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.
Article UZ 13 - Espaces verts et plantations	L'utilisation dans les projets soumis aux dispositions de ce PLU d'espèces non indigènes au territoire, est interdite.	L'utilisation dans les projets soumis aux dispositions de ce PLU d'espèces non indigènes au territoire, est interdite.
Article UZ 14 - Coefficient d'occupation du sol (C.O.S.)	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
Article A1 – Occupations et utilisations du sol interdites	<p>Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions non liées aux activités agricoles. Les terrains de camping et de caravanage non liés aux activités agricoles. - Le stationnement des caravanes et l'installation d'habitations légères hors terrain aménagé. - Au sein du secteur Ap, sont interdites toutes les constructions et installations qu'elles soient liées ou non à l'activité agricole. 	<p>Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions non liées aux activités agricoles. Les terrains de camping et de caravanage non liés aux activités agricoles. - Le stationnement des caravanes et l'installation d'habitations légères hors terrain aménagé. - Au sein du secteur Ap, sont interdites toutes les constructions et installations qu'elles soient liées ou non à l'activité agricole.
Article A 2 – Occupations et utilisations du sol admises sous condition	<p>Sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions à usage d'habitation et d'activités nécessaires à une exploitation agricole, - Les constructions liées à la diversification agricole dont la valorisation non alimentaire des agro ressources et si elles restent accessoires à la production principale. - Les exhaussements et affouillements du sol indispensables à la réalisation des types d'occupation ou utilisation du sol autorisés. - Les constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif en cas de nécessité technique dûment justifiée. - Les constructions nécessaires à l'exploitation de la ressource en eau 	<p>Sont admis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les constructions à usage d'habitation et d'activités nécessaires à une exploitation agricole, - Les constructions liées à la diversification agricole dont la valorisation non alimentaire des agro ressources et si elles restent accessoires à la production principale. - Les exhaussements et affouillements du sol indispensables à la réalisation des types d'occupation ou utilisation du sol autorisés. - Les constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif en cas de nécessité technique dûment justifiée.

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	<p>potable.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les antennes de téléphonie mobile - Les éoliennes d'autoconsommation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions nécessaires à l'exploitation de la ressource en eau potable. - Les antennes de téléphonie mobile - Les éoliennes d'autoconsommation. - Pour le bâtiment identifié sur le plan de zonage en application de l'Article L151-11 du code de l'urbanisme, les changements de destination à vocation de commerces et d'activités de service.
Article A 3 - Accès et voirie	<p>3.1 Accès</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, dans les conditions fixées par l'Article 682 du Code Civil. - Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions ne peuvent n'être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. - Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et à éviter les risques pour la sécurité des usagers. 	<p>3.1 Accès</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire n'obtienne un passage aménagé sur un fonds voisin, dans les conditions fixées par l'Article 682 du Code Civil. - Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions ne peuvent n'être autorisées sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. - Les accès sur les voies publiques doivent être aménagés en fonction de l'importance du trafic de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique et à éviter les risques pour la sécurité des usagers.

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	<p>3.2 Voirie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie. 	<p>3.2 Voirie</p> <p>Le permis de construire peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie.</p>
Article A 4 - Desserte par les réseaux	<p>4.1. Alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. <p>4.2. Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eaux usées : En l'absence d'un réseau collectif d'assainissement, l'assainissement individuel est obligatoire, les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur. <p>Eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs, ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenant aux constructions constituant les fonds inférieurs. 	<p>4.1. Alimentation en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eau potable : le raccordement sur le réseau public de distribution d'eau potable est obligatoire pour toute opération nouvelle qui requiert une telle alimentation. <p>4.2. Assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eaux usées : En l'absence d'un réseau collectif d'assainissement, l'assainissement individuel est obligatoire, les dispositions adoptées devront être conformes à la réglementation en vigueur. <p>Eaux pluviales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales des fonds supérieurs, ni aggraver la servitude d'écoulement des eaux pluviales des maisons, cours, jardins, parcs et enclos

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	<ul style="list-style-type: none"> - Les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction feront l'objet d'une infiltration à la parcelle et rejeté vers le réseau collectif s'il existe. Il est recommandé d'utiliser un dispositif enterré de récupération des eaux. 	<p>attenant aux constructions constituant les fonds inférieurs.</p> <p>Les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction feront l'objet d'une infiltration à la parcelle et rejeté vers le réseau collectif s'il existe. Il est recommandé d'utiliser un dispositif enterré de récupération des eaux.</p>
Article A 5 - Surface et formes des parcelles	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.
Article A 6 - Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	<p>6.1. Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, les constructions doivent être édifiées à au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 mètres de l'axe de la route nationale n°2, sauf celles visées par l'Article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme. - 20 mètres de l'emprise de la RD26 - 10 mètres de l'emprise des autres voies. <p>6.2. Cet Article ne s'applique pas aux équipements publics techniques (transformateur électrique...).</p>	<p>6.1. Sauf aménagement ou extension, cas où le projet de construction peut respecter la même implantation que le bâtiment préexistant, les constructions doivent être édifiées à au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 mètres de l'axe de la route nationale n°2, sauf celles visées par l'Article L 111-1-4 du Code de l'Urbanisme. - 20 mètres de l'emprise de la RD26 - 10 mètres de l'emprise des autres voies. <p>6.2. Cet Article ne s'applique pas aux équipements publics techniques (transformateur électrique...).</p>
Article A 7 - Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	<p>7.1. Lorsqu'une construction ne joint pas une limite séparative de propriété, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points avec un minimum de 3 mètres.</p> <p>7.2. Cet Article ne s'applique pas aux équipements publics techniques (transformateur électrique...).</p>	<p>7.1. Lorsqu'une construction ne joint pas une limite séparative de propriété, la distance horizontale de tout point du bâtiment à édifier au point le plus proche de la limite séparative doit être au moins égale à la moitié de la différence de niveau entre ces deux points avec un minimum de 3 mètres.</p> <p>7.2. Cet Article ne s'applique pas aux équipements publics techniques (transformateur électrique...).</p>
Article A 8 - Implantation des constructions les unes	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
par rapport aux autres sur une même propriété		
Article A 9 - Emprise au sol	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.
Article A 10 - Hauteur des constructions	<p>10.1. La hauteur des constructions est limitée à 12 mètres au faîtage. Des hauteurs supérieures motivées par des contraintes techniques ou fonctionnelles pourront être autorisées à condition que l'intégration du bâtiment dans le paysage naturel soit prise en compte</p> <p>10.2. Pourront dépasser cette hauteur dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les bâtiments reconstruits après sinistre sans toutefois dépasser leur hauteur initiale. ➤ Les extensions des bâtiments existants sans en dépasser la hauteur. ➤ Les antennes de téléphonie mobile ➤ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. 	<p>10.1. La hauteur des constructions est limitée à 12 mètres au faîtage. Des hauteurs supérieures motivées par des contraintes techniques ou fonctionnelles pourront être autorisées à condition que l'intégration du bâtiment dans le paysage naturel soit prise en compte</p> <p>10.2. Pourront dépasser cette hauteur dans la mesure où le dépassement ne porte pas atteinte au cadre bâti et aux paysages :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les bâtiments reconstruits après sinistre sans toutefois dépasser leur hauteur initiale. ➤ Les extensions des bâtiments existants sans en dépasser la hauteur. ➤ Les antennes de téléphonie mobile <p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p>
Article A 11 - Aspect extérieur	Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives	Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
	<p>monumentales.</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect soigné, tant au point de vue des volumes et des matériaux mis en œuvre que des coloris employés.</p> <p>L'emploi à nu de matériaux fabriqués pour être recouverts d'un parement ou d'un enduit (agglomérés, parpaings, etc...) est interdit.</p> <p>Les teintes des murs et bardages devront être d'une couleur leur permettant de s'intégrer dans l'environnement naturel.</p> <p>Sont interdits les couleurs violentes ou trop claires apportant des notes discordantes dans l'environnement immédiat ou le paysage (hormis pour les enseignes, les entourages de baies et les portes).</p> <p>Pour les toitures non traitées en terrasse, les matériaux de couverture doivent être de ton ardoise ou brun foncé ou d'un autre ton neutre si la toiture est cachée par un bandeau dépassant la hauteur du faîtage.</p> <p>Les terrains, même s'ils sont utilisés comme dépôts, parking, aires de stockage..., doivent être aménagés de telle manière que la propreté et l'aspect de la zone n'en soient pas altérés.</p> <p>Les dépôts de matériaux doivent être faits à l'arrière des bâtiments ou cachés par des plantations.</p>	<p>conservation des perspectives monumentales.</p> <p>Les constructions doivent présenter un aspect soigné, tant au point de vue des volumes et des matériaux mis en œuvre que des coloris employés.</p> <p>L'emploi à nu de matériaux fabriqués pour être recouverts d'un parement ou d'un enduit (agglomérés, parpaings, etc...) est interdit.</p> <p>Les teintes des murs et bardages devront être d'une couleur leur permettant de s'intégrer dans l'environnement naturel.</p> <p>Sont interdits les couleurs violentes ou trop claires apportant des notes discordantes dans l'environnement immédiat ou le paysage (hormis pour les enseignes, les entourages de baies et les portes).</p> <p>Pour les toitures non traitées en terrasse, les matériaux de couverture doivent être de ton ardoise ou brun foncé ou d'un autre ton neutre si la toiture est cachée par un bandeau dépassant la hauteur du faîtage.</p> <p>Les terrains, même s'ils sont utilisés comme dépôts, parking, aires de stockage..., doivent être aménagés de telle manière que la propreté et l'aspect de la zone n'en soient pas altérés.</p> <p>Les dépôts de matériaux doivent être faits à l'arrière des bâtiments ou cachés par des plantations.</p>
Article A 12 - Stationnement des véhicules	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.
Article A 13 - Espaces	Les espaces boisés figurant au plan sont classés à	Les espaces boisés figurant au plan sont classés à

Zone A		
Articles	Règlement du PLU avant modification	Règlement du PLU modifié
verts et plantations	<p>conserver ou à protéger et soumis aux dispositions de l'Article L 130.1 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Des plantations d'accompagnement seront réalisées autour des bâtiments agricoles, de façon à leur assurer une meilleure intégration paysagère.</p> <p>L'utilisation dans les projets soumis aux dispositions de ce PLU d'espèces non indigènes au territoire, est interdite.</p>	<p>conserver ou à protéger et soumis aux dispositions de l'Article L 130.1 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Des plantations d'accompagnement seront réalisées autour des bâtiments agricoles, de façon à leur assurer une meilleure intégration paysagère.</p> <p>L'utilisation dans les projets soumis aux dispositions de ce PLU d'espèces non indigènes au territoire, est interdite.</p>
Article A 14 - Coefficient d'occupation du sol (C.O.S.)	Il n'est pas fixé de règle.	Il n'est pas fixé de règle.

3.3. Modification du rapport de présentation

Les changements apportés au rapport de présentation concernent le tableau des surfaces des zones du PLU :

TABLEAU COMPARATIF DES SUPERFICIES DES ZONES DU PLU²

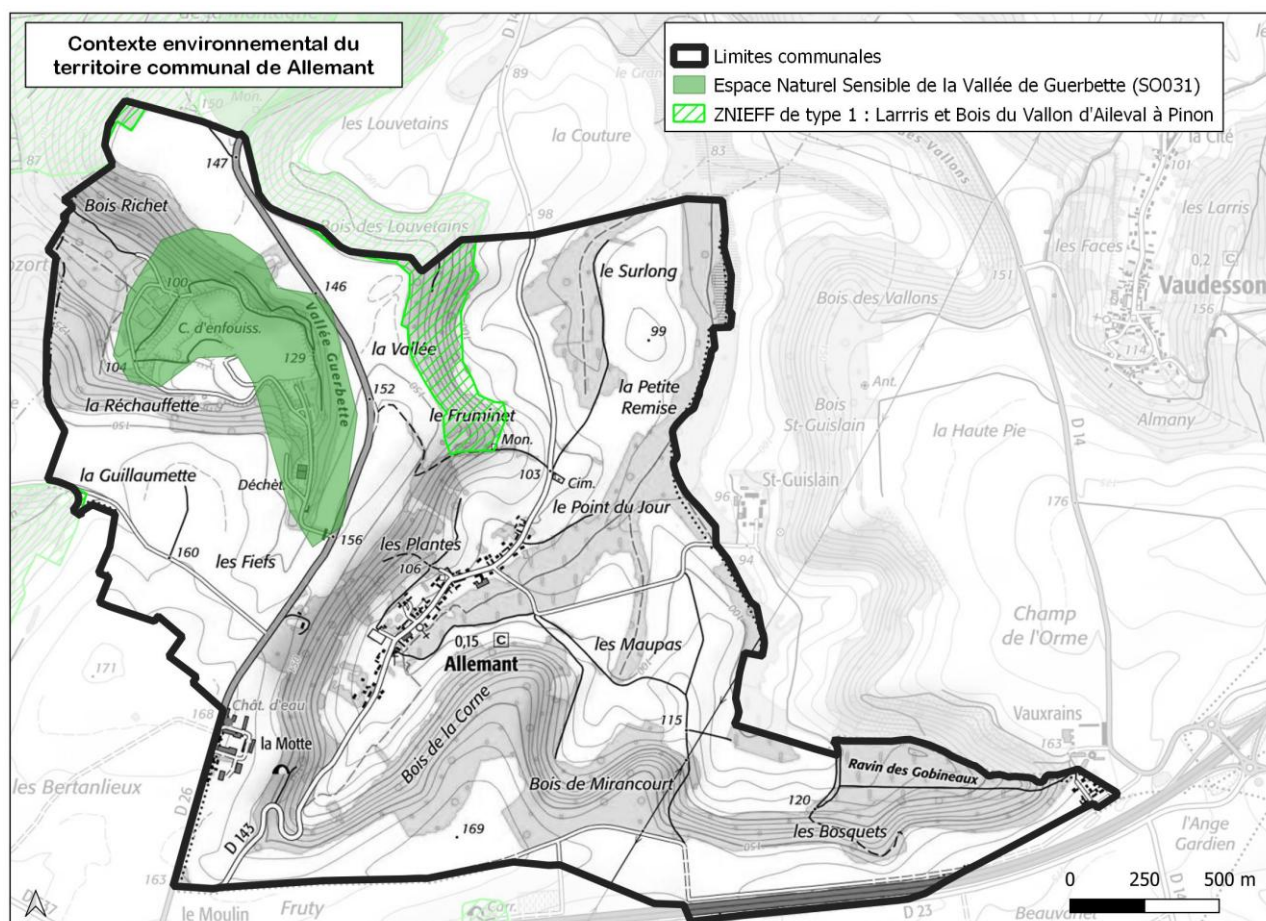
Nom des zones	Superficie avant modification (en hectare)	Superficie après modification (en hectare)
U	8.47 ha	8.47 ha
UZ	46.33 hectares	42.93 ha
UZe	Sans objet	3.40 ha
1AU	0.84 ha	0.84 ha
2AU	1.48 ha	1.48 ha
A	172.42 ha	172.42 ha
Ap	19.20 ha	19.20 ha
N	269.67 ha	269.67 ha
EBC	119.84 ha	119.84 ha

² Des nouveaux outils de mesure ont été utilisés pour calculer la surface des zones expliquant les différences entre les surfaces inscrites au PLU de 2013 et les surfaces réelles.

4. Incidences de la procédure de modification sur l'environnement

4.1. Le contexte communal

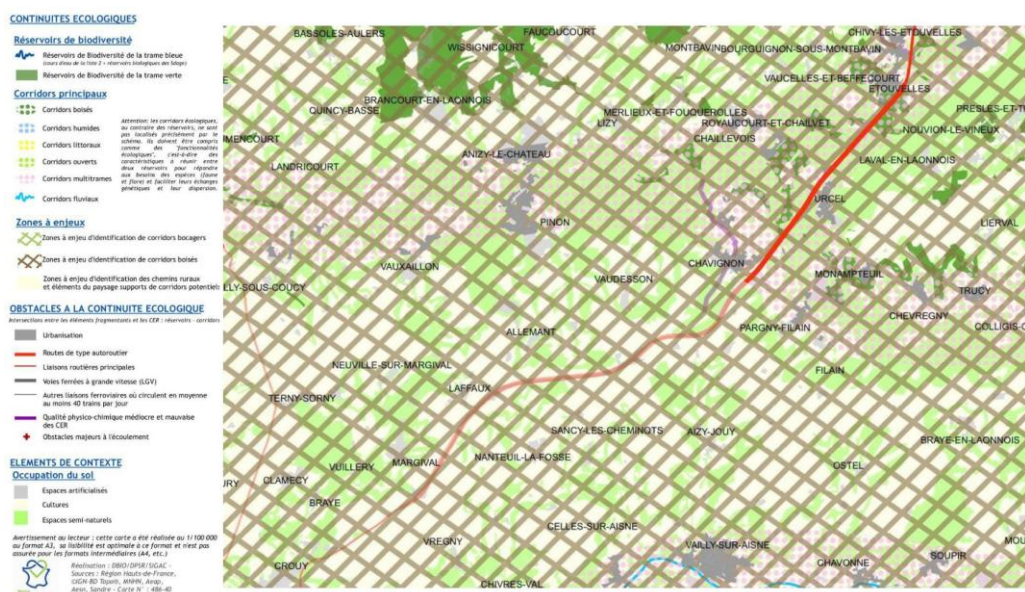
- Le territoire communal de Allemant est concerné par :
- Une ZNIEFF de type 1 les Larris et bois du Vallon d'Ailleval à Pinon
 - Un Espace Naturel Sensible de la Vallée de la Gerbette (référéncé SO 031).



Le secteur UZe est situé au sein de l'ENS Vallée de la Gerbette. Cependant le secteur UZe n'englobe que des terrains déjà artificialisés à savoir :

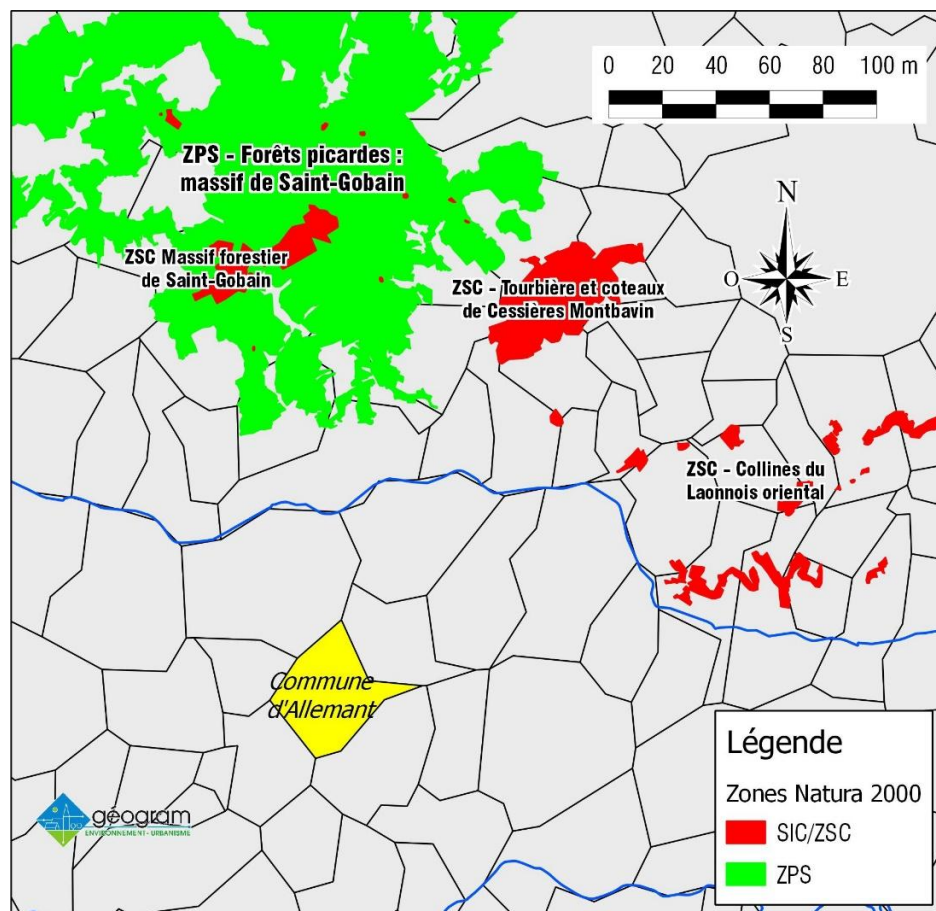
- Un hangar
- Une plateforme en macadam sur une surface de plus de 1 hectare
- La voirie de desserte du site
- Un bassin de rétention .

- Dans le cadre du SRADDET ; le territoire communal de Allemant est identifié comme zone à enjeu d'identification de corridors boisés.



La modification du PLU n'impacte pas les boisements identifiés sur le territoire communal de Allemant.

- Les sites NATURA 2000 les plus proches du territoire communal de Allemant sont les suivants :



Modification du Plan Local d'Urbanisme
Commune de ALLEMANT

- **LA ZONE DE PROTECTION SPECIALE « FORETS PICARDES – MASSIF FORESTIER DE SAINT-GOBAIN ».**

Le territoire communal de Allemant est situé à 5 kilomètres de la ZPS en son point le plus proche. La distance du site Natura 2000 au territoire communal (5 km en son point le plus proche) est trop importante pour constater un impact direct sur les espèces forestières (bondrée apivore, pic mar, pic noir), sur les espèces des landes et des milieux ouverts (busard Saint-Martin, pie-grièche écorcheur, grue cendrée), et sur les habitats qu'elles utilisent au sein du site Natura 2000, quelle que soit la période de l'année. La modification du Plan Local d'Urbanisme n'aura aucun impact direct sur les espèces qui ont justifié la désignation de cette ZPS. Il n'aura aucun impact sur leurs habitats au sein de la ZPS.

- **LA ZONE SPECIALE DE CONSERVATION "MASSIF FORESTIER DE SAINT-GOBAIN".**

Le territoire communal d'Allemant, en son point le plus proche, est situé à environ 7 kilomètres de la ZSC "Massif forestier de Saint-Gobain". Le territoire communal de Allemant ne se superpose pas à la ZSC dont il est distant d'environ 7 kms. Pour cette raison, le projet sera sans aucun impact direct sur les habitats qui ont justifié la désignation de cette Zone Spéciale de Conservation.

Impact sur les chiroptères qui ont justifié la désignation de cette ZSC : La distance séparant la ZSC et le projet exclut tout impact direct sur un gîte d'hibernation à chiroptères au sein de la ZSC. C'est donc ici l'impact sur les continuités écologiques qui doit être pris en compte. Rappelons que la grande majorité des boisements présents sur le territoire communal d'Allemant sont protégés au titre des Espaces Boisés Classés, protégeant ainsi les continuités écologiques correspondantes.

- **LE SITE D'INTERET COMMUNAUTAIRE "TOURBIERE ET COTEAUX DE CESSIERES MONTBAVIN"**

Le territoire communal d'Allemant, en son point le plus proche, est situé à environ 6.5 kilomètres du site Natura 2000 "Tourbière et coteaux de Cessières Montbavin". En raison de la distance qui sépare le site Natura 2000 du territoire communal de Allemant, ce dernier n'aura aucun impact direct sur les habitats qui ont justifié la désignation du site Natura 2000.

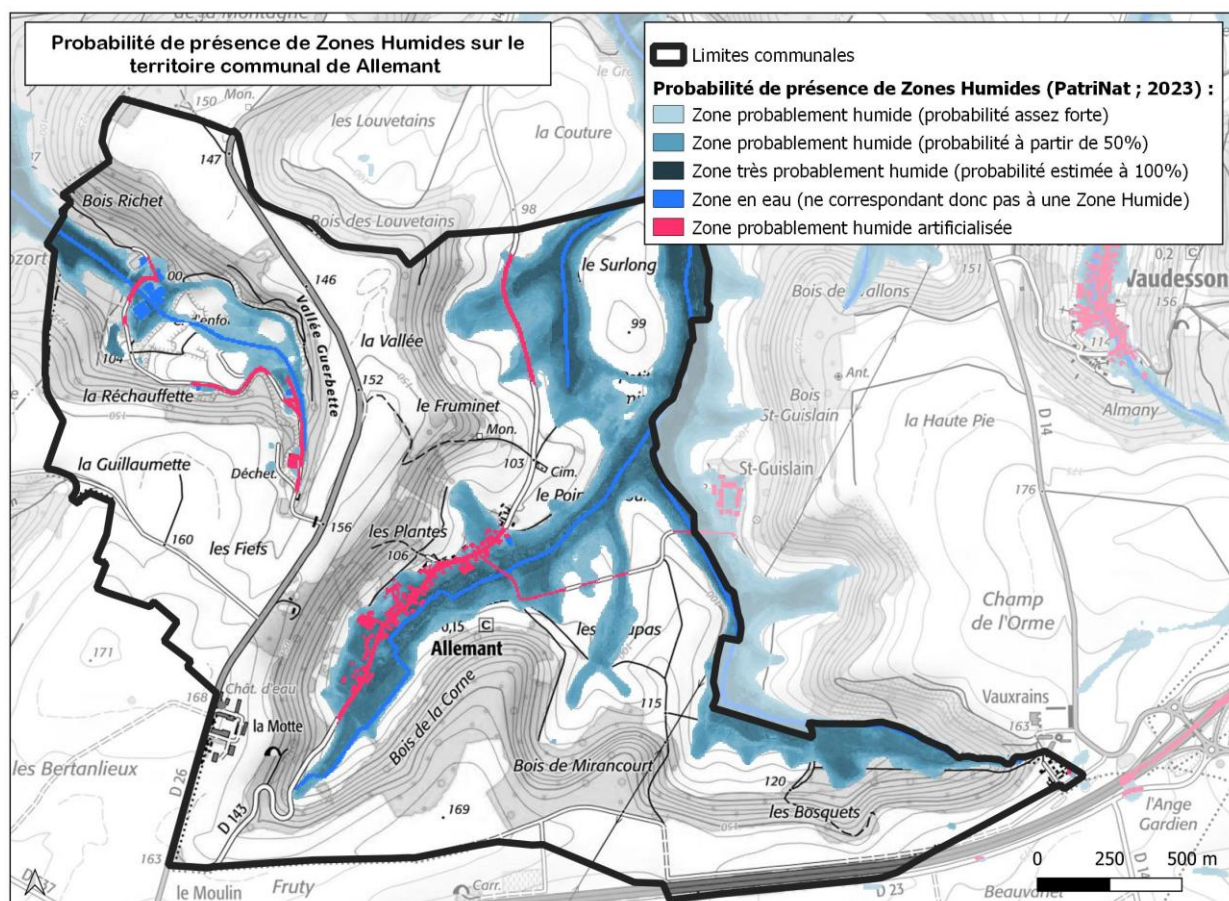
- **LE SITE D'INTERET COMMUNAUTAIRE "COLLINES DU LAONNOIS ORIENTAL".**

Le territoire communal d'Allemant est situé, en son point le plus proche, à environ 6 kilomètres du site Natura 2000 des "Collines du Laonnois oriental" mais à plus de 11 km du site d'hibernation le plus proche au sein du site Natura 2000, pour les chiroptères : il s'agit ici de la cavité de Presles et Thierny.

Le Territoire communal de Allemant ne se superpose pas à ce site Natura 2000 dont il est distant d'environ 6 kilomètres. Le projet sera donc sans aucun impact direct sur les habitats qui ont justifié la désignation de ce Site d'Intérêt Communautaire.

Du fait de l'éloignement du territoire communal avec les sites Natura 2000, et en considérant les barrières physiques qui les séparent, le PLU de Allemant n'aura aucun impact direct ou indirect sur les sites NATURA 2000 les plus proches. Il ne détruira aucun habitat d'intérêt communautaire et il n'affectera pas les espèces patrimoniales qui ont justifié la désignation de ces sites.

➤ Des zones à dominante humide ont été identifiées sur le territoire communal de Allemant



Sur sa carte nationale de probabilité de présence, PatriNat identifie une potentielle zone humide inféodée au ru de Guerbette. Cependant, pour permettre l'exploitation du centre de stockage des déchets non dangereux d'Allemant, ce cours d'eau a été détourné et contourne désormais le site par le Sud puis l'Ouest. De ce fait et étant donné le comblement de l'ancien vallon de Guerbette par les déchets, aucune zone humide ne saurait être implantée au droit du « cône résiduel d'exploitation » du centre de stockage.

Le secteur UZe, quant à lui n'englobe que des terrains déjà artificialisés à savoir :

- Un hangar
- Une plateforme en macadam sur une surface de plus de 1 hectare
- La voirie de desserte du site
- Un bassin de rétention .

4.2. Incidences

OBJET DE LA MODIFICATION	INCIDENCES
<ul style="list-style-type: none"> • Création du secteur UZe au sein de la zone UZ 	<p>Délimiter essentiellement sur des terrains déjà artificialisés à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un hangar ✓ Une plateforme en macadam sur une surface de plus de 1 hectare ✓ La voirie de desserte du site ✓ Un bassin de rétention <p>Le secteur UZe n'impact pas les enjeux environnementaux identifiés sur le territoire communal de Allemant.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Permettre le déploiement des énergies renouvelables 	<p>En adaptant le règlement du PLU pour permettre si besoin l'accueil de constructions et équipements nécessaires à la production d'énergies sur des terrains dégradés (ancien site d'enfouissement) la modification du PLU n'impact pas les enjeux environnementaux identifiés sur le territoire communal de Allemant.</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Changement de destination d'un bâtiment agricole 	<p>En permettant le changement de destination d'une ancienne étable au sein d'un corps de ferme classé en zone agricole, la modification du PLU n'impact pas les enjeux environnementaux identifiés sur le territoire communal de Allemant.</p>

Compte tenu de la nature et de l'importance des corrections apportées au PLU, la modification du PLU de Allemant n'aura aucune incidence sur l'environnement.

5. Compatibilité avec les documents supra-communaux

Les plans et programmes à prendre en compte dans le cadre de la modification du PLU de ALLEMANT sont les suivants :

5.1. Le Schéma de Cohérence Territorial du Val de l'Aisne approuvé le 28 février 2019.

Les Prescriptions en lien avec la procédure de modification à respecter sont les suivantes :

PRESCRIPTIONS DU SCOT	COMPATIBILITE AVEC LE PROJET DE MODIFICATION DU PLU
<p>Orientation n°1 du Scot : Développement économique : enjeux et objectifs définis au Scot :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir l'équilibre habitat/emploi ; • Présenter une offre diversifiée sur le territoire à même de répondre aux besoins des activités existantes et futures ; • Optimiser le foncier dédié aux activités économiques sur le territoire • Limiter la concurrence du foncier au sein du territoire. 	<p>Avec la création du secteur UZe pour répondre aux besoins d'une activité économique déjà présente sur le territoire communal de Allemant, le projet de modification du PLU est compatible avec le Scot de la CCVA.</p>
<p>Orientation n°2 du Scot</p> <p>Soutenir une agriculture, pilier de l'économie du territoire notamment en permettant le changement de destination des bâtiments d'exploitation agricole en vue d'une diversification et sans compromettre l'activité agricole existante.</p>	<p>En permettant le changement de destination d'une ancienne étable en salle de réception réservée notamment à des événements professionnels notamment relatifs au monde agricole ainsi que des séminaires et rencontres interprofessionnelles, le projet de modification du PLU répond aux prescriptions du Scot.</p>
<p>Orientation n°5 du Scot</p> <p>Accompagner la diversification du bouquet énergétique pour réduire la dépendance aux énergies fossiles du territoire et limiter les émissions de Gaz à Effet de Serre</p>	<p>En permettant au sein de la zone UZ, les constructions, équipements et aménagements nécessaires à la production d'énergie, la commune de Allemant répond aux objectifs de diversification du bouquet énergétique.</p>

5.2. Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Hauts de France adopté en 2020.

Le SRADDET fixe des objectifs dans les domaines suivants :

- Lutte contre le changement climatique,
- Gestion économe de l'espace,
- Pollution de l'air,
- Implantation d'infrastructures d'intérêt régional,
- Protection et développement des transports,
- Prévention et gestion des déchets,
- Équilibre des territoires,
- Désenclavement des territoires ruraux,
- Habitats,
- Maîtrise et valorisation de l'énergie.

Les changements apportés par la procédure de modification du PLU de Allemant ne vont pas à l'encontre des enjeux identifiés dans le SRADDET

5.3. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands (SDAGE 2022-2027) adopté par arrêté daté du 23 mars 2022.

ORIENTATION	DISPOSITIONS
ORIENTATION FONDAMENTALE N°1 : POUR UN TERRITOIRE VIVANT ET RESILIENT : DES RIVIERES FONCTIONNELLES, DES MILIEUX HUMIDES PRESERVES ET UNE BIODIVERSITE EN LIEN AVEC L'EAU RESTAUREE	
Orientation 1.1 – Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement	<p><u>Disposition 1.1.1. – Identifier et protéger les milieux humides dans les documents régionaux de planification :</u> Non concerné : le PLU n'est pas un document de planification régional (contrairement au SRADDET par exemple).</p> <p><u>Disposition 1.1.2. – Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme :</u></p> <p><u>Disposition 1.1.3. – Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement des cours d'eau [...] dans les documents d'urbanisme :</u></p> <p>La délimitation du secteur UZe sur des terrains déjà artificialisés est sans incidence sur les zones humides identifiées sur le territoire communal de Allemant.</p> <p>Le changement de destination d'un bâtiment agricole en zone A est sans incidence sur les zones humides identifiées sur le territoire communal de Allemant.</p>
Orientation 1.2 – Préserver le lit mineur des rivières et étendre les milieux associés nécessaires au bon	<u>Disposition 1.2.1. – Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités :</u>

ORIENTATION	DISPOSITIONS
fonctionnement hydromorphologique et l'atteinte du bon état	<p><u>Non concerné.</u></p> <p><u>Disposition 1.2.2. – Cartographier, préserver et restaurer l'espace de mobilité des rivières :</u></p> <p>Non concerné.</p>
Orientation 1.3 – Éviter avant de réduire, puis compenser (séquence ERC) l'atteinte aux zones humides et aux milieux aquatiques, afin de stopper leur disparition et leur dégradation	Non concerné.
Orientation 1.5 – Restaurer la continuité écologique en privilégiant les actions permettant à la fois de restaurer le libre écoulement de l'eau, le transit sédimentaire et les habitats aquatiques	Cette orientation ne s'adresse pas directement aux documents de planification.
Orientation fondamentale n°2 : Réduire les pollutions diffuses en particulier sur les aires d'alimentation de captage d'eau potable	
Orientation 2.1 – Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés	<p><u>Disposition 2.1.2. – Protéger les captages dans les documents d'urbanisme :</u></p> <p>Non concerné</p> <p><u>Disposition 2.1.7. – Lutter contre le ruissellement à l'amont des prises d'eau et des captages en zones karstiques :</u></p> <p>Allemant ne s'inscrit pas en zone karstique.</p>
Orientation 2.4 – Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter les transferts de pollutions diffuses	<p><u>Disposition 2.4.2. – Développer et maintenir les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements :</u></p> <p>La procédure de modification du PLU ne remet pas en cause les objectifs de protection définis au PLU de 2013.</p> <p><u>Disposition 2.4.4. – Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques :</u></p> <p>Il est recommandé que les PLU permettent la création de dispositifs tampons (prairie inondable, mare végétalisée, enherbement des fossés...) à l'exutoire des réseaux, permettant la décantation et la filtration des écoulements avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Le règlement du PLU ne s'y oppose pas.</p>
Orientation fondamentale n°3 : pour un territoire sain : réduire les pressions ponctuelles	
Orientation 3.2 – Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans	<p><u>Disposition 3.2.1. – Gérer les déversements dans les réseaux des collectivités et obtenir la conformité des raccordements aux réseaux :</u></p>

ORIENTATION	DISPOSITIONS
le milieu	<p><u>Disposition 3.2.4. – Édicter les principes de gestion à la source des eaux pluviales :</u></p> <p><u>Disposition 3.2.5. – Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements pluvieux :</u></p> <p><u>Disposition 3.2.2. – limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme, pour les secteurs ouverts à l'urbanisation :</u></p> <p><u>Disposition 3.2.3. – améliorer la gestion des eaux pluviales des territoires urbanisés :</u></p> <p>Quel que soit le zonage concerné, le règlement d'assainissement définit les règles suivantes :</p> <p>Dans le cas de réseau séparatif, la collecte et l'évacuation des eaux pluviales sont assurées par les réseaux pluviaux distincts des réseaux d'eaux usées.</p> <p>Dans le cas de réseau unitaire : un branchement unique eaux usées-eaux pluviales sera accepté sur le réseau unitaire. Toutefois à l'intérieur de la propriété, un réseau de type séparatif devra être créé.</p>
Orientation fondamentale n°4 : pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique	
Orientation 4.1 – Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques	<p><u>Disposition 4.1.1. – Adapter la ville aux canicules :</u></p> <p>Non concerné</p> <p><u>Disposition 4.1.3. – Concilier aménagement et disponibilité des ressource en eau dans les documents d'urbanisme :</u></p> <p>Les volumes disponibles en eau potable sur le territoire communal sont suffisants.</p>
Orientation 4.2 – Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients	<p>Les eaux pluviales issues de toute nouvelle construction feront l'objet d'une infiltration ou d'une récupération à la parcelle ou rejetées vers le réseau collectif s'il existe en cas d'impossibilité technique justifiée et après accord de la collectivité compétente.</p>
Orientation 4.3 – Adapter les pratiques pour réduire les demandes en eau	<p>Cette orientation ne s'adresse pas directement à la mise en œuvre des PLU.</p>
Orientation 4.4 – Garantir un équilibre pérenne	<p>Allemant n'est pas identifié comme « Zone de Répartition</p>

ORIENTATION	DISPOSITIONS
entre ressource en eau et demandes	des Eaux » (ZRE), ni comme « secteur à l'équilibre quantitatif fragile sur les eaux superficielles ».

Les changements apportés par la procédure de modification du PLU de Allemant ne concernent aucun des enjeux identifiés dans le SDAGE

5.4. Le Plan de Gestion du Risque Inondation du bassin Seine-Normandie, approuvé le 3 mars 2022.

Il fixe pour une période de six ans (2022-2027), quatre grands objectifs pour réduire les conséquences des inondations sur la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie. Ces 4 grands objectifs, déclinés pour le bassin en 80 dispositions sont :

- Objectif 1 : Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité ;
- Objectif 2 : Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ;
- Objectif 3 : Améliorer la prévision des phénomènes hydro-météorologiques et se préparer à gérer la crise ;
- Objectif 4 : Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Les changements apportés par la procédure de modification du PLU de Allemant ne concernent aucun des enjeux identifiés dans le PGRI

Annexe : Arrêté préfectoral du 7 mars 2022 imposant des prescriptions pour le suivi du centre d'enfouissement



Arrêté préfectoral complémentaire n° IC/2022/047
imposant des prescriptions à la société SUEZ RV
NORD EST pour le suivi post-exploitation du centre
de stockage de déchets non dangereux sis à
ALLEMANT, lieu-dit "Vallée GUERBETTE"

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement et notamment son article R.186-45,

VU l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment les articles 1, et 34 à 38 ;

VU le décret du Président de la République en date du 26 mai 2021 nommant M. Thomas CAMPEAUX, Préfet de l'Aisne ;

VU l'arrêté du 28 janvier 2022 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, à M. Jérôme MALET, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne, à Mme Corinne MINOT, sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Quentin, à M. Raphaël CARDET, sous-préfet chargé de mission, sous-préfet à la relance, auprès du préfet de l'Aisne, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2011 modifié autorisant la Société SUEZ RV Nord Est à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Allemant, au lieu-dit « Vallée Guerbertte » ;

VU la lettre du 30 juillet 2020 de Madame la directrice Activité Stockage de la société SUEZ RV Nord Est adressée à Monsieur le préfet de l'Aisne, par laquelle celle-ci transmet le mémoire de cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets non dangereux sise sur le territoire de la commune d'Allemant et exploitée par la société SUEZ RV Nord Est en complément de la notification du 30 septembre 2016 de mise à l'arrêt de l'installation à cette même date ;

VU le mémoire de cessation d'activité joint à la lettre du 30 juillet 2020 susvisée ;

VU la demande d'instauration de servitudes d'utilité publique sur la zone exploitée de stockage de déchets adressé par l'exploitant à Monsieur le préfet de l'Aisne par lettre du 30 juillet 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 31 mai 2021,

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 17 décembre 2021,

VU le projet de prescriptions complémentaires adressé à l'exploitant le 7 janvier 2022 ;

VU la réponse du 25 janvier 2022 de l'exploitant mentionnant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement des Hauts-de-France D 8787

1/18

 Préfet de l'Aisne



@Prefet02



Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet
des services de l'État dans l'Aisne: www.aisne.gouv.fr

Considérant ce qui suit :

1. l'exploitation commerciale du centre de stockage s'est achevée le 30 septembre 2016 ;
2. il convient d'imposer à l'exploitant des prescriptions afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, et le suivi post-exploitation mentionné aux articles 36 à 38 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
3. le suivi post-exploitation du site sis à Allemant, lieu-dit « Vallée Guerbette », par la société SUEZ RV Nord Est nécessite d'être encadré par des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} – Objet

Les dispositions du présent arrêté s'imposent à la société SUEZ RV Nord Est, dont le siège social est situé Espace Européen de l'Entreprise 17 rue de Copenhague 67300 SCHILTIGHEIM, pour l'entretien et le suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux sise à ALLEMANT (02320), au lieu-dit « Vallée Guerbette », dont l'exploitation a cessé le 30 septembre 2016 et dont l'achèvement de la couverture finale a été notifié le 30 juillet 2020. Le suivi du centre de stockage de déchets non dangereux se poursuivra à minima jusqu'au 30 juillet 2045.

Aucun stockage de déchets ne peut être effectué sur le site.

Article 2 – Conformité

Les installations sont disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 30 juillet 2020. En tout état de cause, elles respectent les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur. Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs qui leur seraient contraires.

Article 3 – Emprise de l'installation

Les parcelles d'emprise du centre de stockage de déchets non dangereux d'ALLEMANT, soumises au suivi post-exploitation sont les suivantes :

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Contenance cadastrale	Superficie de la parcelle concernée par l'emprise des déchets
Bois des Maisonnnettes	A	234	15 ha 20 a 44 ca	4 ha 13 a 17 ca
Bois des Maisonnnettes	A	235	5 a 90 ca	1 a 15 ca
Bois des Maisonnnettes	A	236	17 a 94 ca	5 a 14 ca
Bois des Maisonnnettes	A	237	4 a 66 ca	4 a 66 ca
Bois des Maisonnnettes	A	238	22 a 21 ca	22 a 21 ca
Bois des Maisonnnettes	A	239	18 a 87 ca	18 a 87 ca
La Vallée Mireau	A	254	4 ha 73 a 60 ca	2 ha 37 a 79 ca
La Vallée Mireau	A	255	2 ha 05 a 70 ca	6 a 16 ca
La Réchauffette	A	256	6 ha 61 a 57 ca	4 ha 41 a 15 ca
La Réchauffette	A	259	5 ha 44 a 70 ca	22 a 86 ca
La Réchauffette	A	260	24 a 70 ca	24 a 70 ca
La Réchauffette	A	261	16 a 83 ca	14 a 76 ca
La Réchauffette	A	262	8 a 84 ca	20 ca
La Réchauffette	A	263	1 ha 35 a 60 ca	16 a 38 ca
La Réchauffette	A	691	68 a 62 ca	27 a 69 ca
La Vallée Guerbette	A	252	1 ha 31 a 70 ca	25 a 30 ca
La Vallée Guerbette	A	253	11 a 00 ca	4 a 16 ca
Le Marais Guerbette	A	266	3 ha 87 a 70 ca	15 a 15 ca

CHAPITRE 1 – REAMENAGEMENT

Article 4 – Aménagement final

La totalité de la zone de stockage autorisée et concernée par le présent arrêté dispose d'une couverture finale composée du bas vers le haut de :

- une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz et dans laquelle se situe le réseau de drainage et de captage de ces gaz,
- une couche réalisée par des matériaux naturels argileux, caractérisée par un coefficient de perméabilité inférieur ou égal à 1.10^{-8} m/s, remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins un mètre,
- une couche drainante permettant de limiter les infiltrations d'eaux météoriques dans le stockage et les ramenant vers les dispositifs de collecte latéraux appropriés,
- une couche de terre, d'au moins 50 cm d'épaisseur, permettant la plantation d'une végétation assurant :
 - l'évapotranspiration
 - la stabilité du terrain et des talus
 - la résistance des sols à l'érosion.

Le profil final est un dôme végétalisé réalisé conformément au projet présenté dans le dossier de cessation d'activité (plan topographique au 1/2000). Sa côte sommitale est de 132 m NGF. Il présente des pentes douces. Le dôme s'intègre harmonieusement dans le paysage. Les terrains environnants se trouvent à des cotes plus élevées ce qui le rend peu visible depuis l'extérieur.

Article 5 – Inventaire des équipements présents sur le site

L'installation est composée des infrastructures suivantes :

- un réseau de collecte de biogaz périphérique, constitué de conduites de différents diamètres raccordés aux puits de captage de biogaz ;
- une torchère de 1000m³/h ;
- un moteur de valorisation du biogaz ;
- un bassin EP n°1 de 5 110 m³, équipé d'un déboureur, et des fossés de collecte étanches pour capter les eaux de ruissellement des alvéoles couvertes et des eaux des voiries de circulation. Le bassin est connecté au bassin EP n°1 bis, d'une contenance de 1 570 m³, via une surverse ;
- un bassin EP n°2 destiné à recueillir les eaux des argiles de Laon (eaux extérieures au site collectées dans les fossés périphériques externes) ;

- un bassin EP n°3 destiné à recueillir les eaux du Cuisien, collectées par le système de drainage installé sous l'étanchéité des casiers ;
- un bassin n°4, recevant les eaux pluviales de l'entrée du site et faisant office de réserve incendie ;
- un bassin aval de collecte des lixiviats (contenance totale de 800 m³) ;
- un bassin amont de stockage des lixiviats de 550 m³ ;
- un bassin béton d'une capacité de 500 m³ de stockage des lixiviats situé au droit de la plateforme de valorisation biogaz ;
- un bassin recevant les eaux météoriques (ex-bassin de rejet des eaux résiduelles issues du traitement des lixiviats) ;
- des piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines (6 existants : 2 en amont, 4 en aval du site) ;
- une clôture rigide ceinturant le site (limite d'exploitation ICPE) ;
- des clôtures autour des bassins lixiviats et eaux pluviales (EP) ;
- des voiries de circulation.

Tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats, sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

Article 6 – Levé topographique

Un levé topographique du site est effectué après la mise en place de la couverture finale. Ce levé sera complété chaque année par le suivi des tassements du site au moyen de points fixes judicieusement répartis sur la surface du site ou tout moyen technique équivalent.

A la fin d'une première période de surveillance de cinq ans, un nouveau levé topographique complet du site et de l'ensemble des aménagements, réseaux et installations sera réalisé par l'exploitant.

Article 7 – Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les installations entretenues en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

Article 8 – Clôture

La clôture du site, constituée par un grillage en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres, est maintenue jusqu'à la fin de la période de suivi. L'accès principal du site est fermé par un portail. Ce dernier doit être fermé à clef. Tout autre accès, uniquement réservé à des usages secondaires et exceptionnels, doit pouvoir être condamné à clef par un portail. Ce portail est également maintenu jusqu'à la fin de la période de suivi.

Article 9 – Voies de circulation

Les voies d'accès et les pistes de circulation internes sont rendues praticables en permanence et maintenues en bon état de propreté.

CHAPITRE 2 – SUIVI POST-EXPLOITATION

Article 10 – Autosurveillance

10.1 – Calages

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder, au moins une fois par an, aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre du

présent arrêté par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'environnement).

10.2 – Transmission des résultats de mesures

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

La télédéclaration est effectuée avant la fin du mois suivant la date de réception des résultats d'analyses, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, dans les champs prévus à cet effet par le logiciel.

En ce qui concerne les autres mesures et analyses prescrites par le présent arrêté qui ne pourraient être télédéclarées, un état récapitulatif des résultats doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées, accompagnés, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes de dépassements constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 11 – Accès au site

La clôture existante, d'une hauteur de 2 mètres, doit être maintenue en état en permanence, afin d'empêcher l'accès au site. Par ailleurs, les portails d'accès doivent rester fermés à clef en dehors de la présence de personnel de l'entreprise pour les rondes de surveillance, la surveillance des installations de gestion des eaux pluviales, lixiviats, biogaz et autres et les prélèvements effectués dans le cadre des prescriptions prévues par le présent arrêté.

Article 12 – Surveillance du site

Le contrôle du site, l'entretien des espaces verts, des plans d'eau, des fossés, des clôtures et le réglage de l'ensemble des installations concourant à la surveillance et au maintien de la sécurité du site doivent être assurés par l'exploitant à des fréquences semestrielles et suivant des modalités qu'il aura préalablement définies et adressées à l'inspection des installations classées et, en tout état de cause, au plus tard, dans un délai de trois mois à dater de la notification du présent arrêté. Toutefois, dans le cadre de la mise en place d'un fauchage différencié, l'entretien des espaces verts pourra être réalisé à minima une fois par an et autant que de besoin à proximité des installations biogaz / lixiviats.

Article 13 – Gestion des lixiviats

13.1 – Aménagements

Chaque alvéole a été conçue et aménagée de manière à drainer les lixiviats vers un puits de collecte largement dimensionné et étanche. Ces puits de pompage des lixiviats sont réalisés à la verticale du point bas de chacune des alvéoles. Les puits de collecte des lixiviats, au niveau de chaque alvéole, ont été équipés d'un système de détection de niveau autonome couplé à des pompes automatiques, permettant de collecter les lixiviats et de les transférer vers un bassin de stockage des lixiviats situé en aval de l'ISDND (bassin à 2 compartiments, communiquant par surverse, d'une capacité totale de 800 m³). Les lixiviats sont ensuite relevés vers un bassin de stockage situé en amont de l'ISDND (capacité de 550 m³). Le bassin amont est équipé d'un système de détection de niveau autonome qui a pour objet de stopper le fonctionnement des pompes en cas de détection de niveau haut pour palier le risque de débordement du bassin de stockage. Cependant la possibilité de transfert de ce stockage vers le bassin béton de 500 m³ permet d'augmenter le volume de lixiviats stockés sur site en attente de leur élimination. Les bassins sont étanchéifiés au moyen d'une membrane PeHD.

Les hauteurs de lixiviats dans les puits sont suivies de telle façon qu'une charge hydraulique n'excède pas 30 cm en fond de site et qu'un pompage des lixiviats assure le maintien de cette charge hydraulique en deçà de ce maximum. La réalisation des puisards doit garantir leur stabilité

mécanique dans le temps et la possibilité d'entretenir les drains, d'assurer le contrôle de leur état général et leur débouchage éventuel. Une procédure de maintenance et du suivi du réseau de collecte et de stockage des lixiviats est mise en place ; elle comprend la vérification périodique de l'étanchéité des bassins.

Les aménagements du dispositif de collecte des lixiviats doivent être maintenus et entretenus. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 19 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les bassins de stockage des lixiviats doivent être équipés d'une échelle dans le bassin et une bouée, ainsi qu'une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires à proximité immédiate du bassin.

13.2 – Traitement

Le traitement des lixiviats est réalisé dans une ou plusieurs installations différentes, externes au site et aptes à les traiter. Chacune des installations à qui l'exploitant prévoit de confier en vue de leur traitement les lixiviats produits par son établissement doit avoir préalablement conventionné avec la société SUEZ RV Nord Est.

Une copie des nouvelles conventions établies ou du renouvellement des conventions actuelles doit être adressée à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la date de leur signature.

En tout état de cause, les lixiviats de décharges ne peuvent être éliminés que dans des installations autorisées à recevoir ce type d'effluents. A cet effet, et dans la mesure du possible, l'exploitant privilégiera le traitement des lixiviats selon la hiérarchie suivante :

1. Traitement dans une installation implantée dans une installation de stockage de déchets non dangereux disposant des autorisations nécessaires.
2. Traitement dans une installation autorisée à recevoir ce type d'effluents.

Lorsque les lixiviats sont traités dans une installation externe, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement.

13.3 – Autosurveillance

La canalisation de refoulement des lixiviats est équipée d'un compteur volumétrique et il est tenu un registre de comptabilité des volumes des lixiviats émis par le stockage. Les hauteurs de lixiviats dans les puits sont suivies. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte une fois par semestre :

- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ;
- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ;
- les quantités d'effluents rejetés ;
- dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève les volumes de lixiviats pompés.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans les bassins de collecte est contrôlée tous les semestres selon les modalités prévues au tableau ci-après.

Au moins une fois par an, les mesures mentionnées au paragraphe précédent sont effectuées par un organisme agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Cet organisme est indépendant de l'exploitant.

Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixivat est rejeté du site. Un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.

Analyses	Période de suivi long terme
Volume de lixiviat	Tous les six mois
Composition du lixiviat : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols	Tous les six mois

Article 14 – Gestion des eaux pluviales

14.1 – Aménagements

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un dispositif extérieur de collecte (fossé ou autre), largement dimensionné et étanche, ceinture l'installation de stockage sur tout son périmètre. Les alimentations latérales en eau au niveau de l'horizon argileux de l'Yprésien (argiles de Laon) situées sensiblement à la cote N.G.F. + 135, sont récupérées dans un caniveau étanche, sur toute la périphérie de la zone d'exploitation. Le caniveau est conçu et positionné de telle sorte qu'il ne subisse aucune influence de l'activité. Notamment côté Sud, le caniveau est suffisamment éloigné en plan et en niveau de la voirie d'accès pour garantir la qualité des eaux qui y transitent. Il convient de collecter les eaux au plus près des émergences. Il est rappelé que celles-ci constituent les sources du ru Guerbette et que leur qualité doit être préservée. Ces eaux rejoignent le bassin n°2.

Par ailleurs des fossés dédiés à la collecte des eaux pluviales sont aménagés sur toute la périphérie de la zone de stockage. La constitution de la couverture finale du site permet de drainer les eaux pluviales jusqu'à ces fossés de collecte. Les eaux pluviales transitent par un déboureur-décanteur situé en amont des bassins eaux pluviales (bassins n°1 et n°1 bis). Elles sont rejetées en continu dans le ru Guerbette.

L'ensemble des fossés du site est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale. Ces fossés font l'objet d'un entretien régulier afin de conserver leur fonction drainante.

Toutes les eaux propres de ruissellement et de drainage collectées passent obligatoirement avant rejet dans le milieu naturel par un bassin de stockage étanche, selon les dispositions suivantes :

- le bassin de décantation, le bassin n° 1 et son bassin complémentaire n°1bis d'une contenance totale de 6 500 m³ minimum, reçoivent les eaux des voiries, parkings et aires de stationnement intérieurs au centre d'activités ainsi que les eaux des fossés périphériques de la zone de stockage ;
- le bassin n°2 de 3 000 m³ de contenance minimum, reçoit les eaux collectées dans les caniveaux aménagés au niveau des argiles de Laon (cote 135) ;
- le bassin n° 3 de 3 000 m³ de contenance minimum, reçoit les eaux collectées par le système de drainage installé en protection de la barrière passive (cote 94) et à chaque palier d'excavation ;
- le bassin n° 4 d'une contenance minimale de 4 000 m³ situé à l'amont du site, recueillera les écoulements en provenance du bassin versant supérieur. Il peut y être recueilli les eaux de voiries extérieures au site, en provenance de la Route Départementale n° 26.

Les bassins seront étanches, et conçus de manière à ne pas être influencés par la nappe du cuisien. La géomembrane P.E.H.D. ne sera traversée par aucune canalisation.

La surverse des bassins n°1, n°1bis et n°3 dans le ru Guerbette n'est pas autorisée.

Le dispositif de rejet du bassin n°2 devra permettre d'assurer une alimentation permanente du ru Guerbette, sans que les variations de débit n'altèrent le fonctionnement du ru.

Les rejets d'effluents dans les eaux souterraines sont interdits.

Les ouvrages de traitement doivent être entretenus régulièrement et, a minima, une fois par an.

Les pièces justificatives de cet entretien doivent être conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 3 années consécutives.

14.2 – Rejets

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet.

Les points de rejet seront aménagés de façon à permettre les prises d'échantillons aux fins d'analyses. Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

1 - Paramètres globaux			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Matières en suspension (MES)	-	1305	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	-	1841	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	-	1314	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	-	1313	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j. < 30 mg/l au-delà
Azote global	-	-	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max. > 50 kg/j.
Phosphore total	-	1350	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols	-	1440	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Métaux totaux dont :	-	-	< 15 mg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	0,5 mg/l (dont Cr ⁶⁺ : 100 µg/l) si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	200 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	500 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nota. - Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.			
Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	-	7009	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)(*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

Article 15 – Bilan hydrique

Un bilan hydrique prévisionnel, établi dans le cadre du mémoire de cessation d'activité déposé le 30 juillet 2020, doit être actualisé durant au moins les cinq premières années de suivi post-exploitation et mis à jour régulièrement avec une fréquence au plus annuelle. Les données météorologiques sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles comportent la pluviométrie, la température, l'ensoleillement, l'évaporation, l'humidité relative de l'air et la direction et force des vents. Ces données météorologiques, à défaut d'instrumentation sur site, sont recherchées auprès de la station météorologique locale la plus représentative du site.

Article 16 – Gestion du biogaz

16.1 – Captage du biogaz

Tous les casiers sont équipés d'un système de drainage des gaz de décomposition des déchets. Ce système collecte les gaz issus de tous les niveaux de la masse des déchets enfouis.

Il est constitué :

- de puits verticaux pénétrant largement dans la masse de déchets, qui ont été surélevés au fur et à mesure du comblement des alvéoles constitutives des casiers
- d'un dispositif de mise en dépression de la tête des puits verticaux. Ce dispositif assurera l'étanchéité de l'aspiration recherchée du biogaz et doit empêcher toutes fuites en cas d'arrêt de la mise en dépression.

16.2 – Collecte du biogaz

Le biogaz extrait des puits cités ci-dessus est transporté par des réseaux de canalisations aboutissant à une unité de valorisation (moteur produisant de l'électricité) ou de destruction (torchère).

Les canalisations :

- sont réalisées en matériaux résistant aux efforts internes et externes de toutes natures auxquels elles sont susceptibles d'être confrontées durant toute la durée de leur exploitation ; elles doivent notamment résister à la corrosion due au biogaz et aux vapeurs qu'elles transportent,
- sont dotées de dispositifs de purge des condensats aux points bas,
- sont sectionnables par des vannes judicieusement réparties sur les têtes de puits et sur les réseaux.

Les condensats présents dans le système de collecte du biogaz sont dirigés en fond de casier pour être pompés vers le bassin de collecte des lixiviats.

16.3 – Traitements du biogaz

Tant que la qualité et la quantité de biogaz le permettent, l'exploitant est tenu d'en assurer la valorisation. L'installation de valorisation du biogaz d'une puissance de 1 300 kW_e représentant une unité de production électrique demeure jusqu'à son démantèlement implantée, réalisée et exploitée conformément au chapitre 8.5 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2011 sus-visé.

En cas d'arrêt, ou après le démantèlement, de cette installation le biogaz produit résiduellement sera détruit par une torchère.

16.4 – Conception de la torchère

Elle doit respecter les dispositions suivantes :

- flamme non apparente,
- rallumage automatique,
- combustion totale des gaz avant sortie du tube de flamme,
- vanne d'arrêt du gaz à fermeture rapide et automatique ou commandée à distance pour tout défaut de fonctionnement,

- dispositif d'arrêt de flamme,
- mesure en continu de la température des gaz de combustion,
- régulation automatique de la combustion,
- température minimale de combustion de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde, mesurée en continu avec système d'enregistrement,
- débit du biogaz suivi en continu.

16.5 – Surveillance des rejets du moteur et de la torchère

Les rejets issus du conduit d'échappement des gaz du moteur doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à une teneur en O₂ de 5 %.

Paramètres	Concentration maximale (mg/Nm ³)
CO	1200
NO _x	525
COVNM	50
Poussières	150

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an.

Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

- SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;
- CO : 150 mg/Nm³.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure.

16.6 – Autosurveillance des gaz

L'exploitant met en place une procédure de suivi et de maintenance des dispositifs de captage, drainage et traitement du biogaz, afin de s'assurer du bon fonctionnement de ces équipements. Un registre de suivi et de maintenance est créé à cet effet, et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les éléments de destruction du biogaz sont mis sous astreinte.

Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion. Concernant les équipements de valorisation et de destruction du biogaz les temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O₂) sont relevés tous les 6 mois.

Tous les ans la qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz est mesurée selon l'article 16.5 ci-dessus. L'efficacité du système d'extraction des gaz doit être vérifiée régulièrement. La qualité du biogaz capté à la pression atmosphérique est déterminée semestriellement sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂ et H₂S. Les paramètres complémentaires CO, H₂, H₂O sont eux contrôlés à une fréquence annuelle.

Les résultats des relevés, contrôles et analyses prévus au présent article, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagée, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 19 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Article 17 – Eaux souterraines

17.1 – Réseau de surveillance

L'exploitant exerce un suivi de la qualité des eaux souterraines circulant sous le site à partir du réseau de contrôle actuellement en place, comme suit :

Situation	Repère	Positionnement hydraulique
Nappe superficielle des sables du Cuisien	Pz 20	Amont
	Pz 6	Aval rapproché
	Pz 8	Aval éloigné

Ce réseau de surveillance est installé conformément au plan joint en annexe au présent arrêté.

Les piézomètres, réalisés conformément à la norme AFNOR NF X 31-614 (2017), doivent avoir fait l'objet d'un nivellement des têtes, être protégés efficacement contre les chocs de toute nature et disposer d'un marquage selon les repères du tableau précédent. Les têtes de piézomètres doivent être maintenues cadenassées en dehors des périodes de prélèvements.

Les piézomètres Pz7, Pz9 et Pz 10bis doivent être neutralisés conformément à la norme en vigueur et aux bonnes pratiques. Pour cela l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de ces ouvrages afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

17.2 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Les hauteurs piézométriques de la nappe surveillée doivent être mesurées semestriellement sur l'ensemble des piézomètres répertoriés à l'article 17.1 ci-dessus. Ces mesures doivent permettre, entre autres, de vérifier le sens d'écoulement des eaux souterraines en différentes périodes de l'année. Elle doit se faire sur des points nivelés.

Les prélèvements aux fins d'analyses effectués dans chacun des piézomètres susvisés sont effectués en périodes de hautes et basses eaux, a minima tous les six mois.

Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont les suivants :

Substances à analyser	
Paramètres physico-chimiques	Conductivité Résistivité pH Potentiel d'oxydo-réduction Métaux totaux ((Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn) NO ₂ NO ₃ NH ₄ SO ₄ ²⁻ NTK Cl ⁻ PO ₄ ³⁻ K ⁺ Ca ²⁺ Mg ²⁺ DCO MES COT AOX PCB HAP BTEX DBO ₅
Paramètres biologiques	Escherichia coli
Paramètres bactériologiques	Bactéries coliformes Entérocoques Salmonelles

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant. Les prélèvements et analyses sont réalisés suivant un protocole identique dans le temps. Les résultats sont comparés aux qualités des eaux de nappes destinées à l'alimentation en eau potable.

Pour chaque puits, les résultats d'analyses doivent être consignés dans des tableaux de suivi comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, résultats d'analyses, ...).

L'exploitant fait parvenir la synthèse des résultats de mesure obtenus au titre du présent article à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception, accompagnée de ses commentaires éventuels sur l'évolution des ou de certains paramètres.

La modification du réseau et/ou de la fréquence des analyses ne pourra être envisagée que sur présentation d'un historique montrant une évolution satisfaisante des résultats et de l'avis d'un hydrogéologue expert.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 19 du présent arrêté. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en œuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

17.3 – Entretien des piézomètres

La réfection et l'entretien des piézomètres sont réalisés aussi souvent que nécessaire. Toute anomalie décelée lors de prélèvements est signalée et donne lieu à des investigations approfondies qui font l'objet d'un rapport écrit transmis à l'inspection des installations classées.

Article 18 – Programme de surveillance

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets conformément aux prescriptions détaillées dans le présent arrêté préfectoral. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des gaz et des eaux de ruissellement et souterraines, selon les modalités définies aux articles 13 à 17 du présent arrêté.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 19 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon les fréquences déterminées par le présent arrêté préfectoral. Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :

- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Une convention avec un tiers indépendant de l'exploitant peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 19 – Documents de suivi

L'exploitant établit un rapport annuel de surveillance du site qu'il transmet à l'inspection des installations classées avant le 30 avril de l'année n + 1.

Ce rapport doit comprendre un récapitulatif des points suivants :

- sécurité générale et entretien du site,
- suivi des eaux souterraines,
- suivi des eaux de surface,
- suivi du biogaz,
- suivi des lixiviats,
- comptes rendus des visites régulières.

Le contenu du programme de suivi pourra être revu à l'issue du suivi quinquennal ou sur demande de l'administration.

Article 20 – Suivi

Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires.

Le cas échéant, le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux. Sur la base du rapport de synthèse et de l'éventuelle proposition de travaux complémentaires, le préfet peut définir une modification du programme de suivi post-exploitation par arrêté complémentaire.

Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.

Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux ;
- mesure la qualité des lixiviats ;
- contrôle la stabilité fonctionnelle.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôles réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport qui :

- démontre le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 4 ci-dessus ;
- démontre l'absence d'impact sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles ;
- fait un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période de post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R. 186-45 du code de l'environnement qui :

- prescrit les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 21 ci-après ;
- lève l'obligation de la bande d'isolement prévue à l'article 1.5.1. de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2011 susvisé ;
- autorise l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

Article 21 – Surveillance des milieux

La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

A l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux maires des communes concernées. Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 186-45 du code de l'environnement.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.

Article 22 – Garanties financières**22.1 – Objet et modalités d'évaluation des garanties financières**

Les opérations dont le coût doit être couvert sont :

- la surveillance du site et le maintien en sécurité des installations,
- les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture,
- la remise en état du site en cas de disparition de l'exploitant.

Ces garanties ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation. La couverture de ce préjudice relève de la responsabilité civile de l'exploitant.

22.2 – Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières dans le cadre de la période post-exploitation est le suivant :
3 410 017 € HT, soit 4 092 021 € TTC

Années de post-exploitation	Pourcentage d'atténuation	Montant des garanties (en € HT)	Montant des garanties (en € TTC)
n	-	3 410 017	4 092 021
n+1 à n+5	- 25%	2 557 513	3 069 015
n+6 à n+15	- 25%	1 918 135	2 301 762
n+16	- 1% par an	1 898 953	2 278 744
n+17		1 879 964	2 255 957
n+18		1 861 164	2 233 397
n+19		1 842 553	2 211 063
n+20		1 824 127	2 188 952
n+21		1 805 886	2 167 063
n+22		1 787 827	2 145 392
n+23		1 769 949	2 123 938
n+24		1 752 249	2 102 699
n+25		1 734 727	2 081 672
n+26		1 717 379	2 060 855
n+27		1 700 206	2 040 247
n+28		1 683 203	2 019 844
n+29		1 666 371	1 999 646
n+30		1 649 708	1 979 649

Montants déterminés avec n = 2016, date du réaménagement et du début de la période de post-exploitation

22.3 – Établissement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, dans le mois qui précède l'échéance de la période en cours, le document attestant la constitution des garanties financières pour la période suivante.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

22.4 – Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 21.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 utilisée.

22.5 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01 base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

22.6 – Modification des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

22.7 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

22.8 – Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

22.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 24 – Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le Code de l'environnement.

Article 25 – Publicité

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de tout intéressé, sera affiché en mairie de ALLEMANT pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de ALLEMANT fait connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de l'Aisne, DDT, Service Environnement, Pôle ICPE, 50 boulevard de Lyon, 02011 Laon cedex, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 26 - Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de l'arrondissement de Soissons, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de ALLEMANT et à la société SUEZ RV NORD EST.

LAON, le - 7 MARS 2022

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général

Atah NGOUOTO

